

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

- **Après les élections régionales**
- **Agression contre la CGT**
- **Féminisme et intersectionnalité**
- **La fièvre du bitcoin**
- **Birmanie**
- **Génocide au Rwanda**

Relocalisations : l'impasse de la politique de la CGT



Mettons un terme à la gestion financière de l'entreprise au service du profit

la
cgt
Renault

Pour une stratégie industrielle au service du peuple
et des besoins de mobilité des populations

Au sommaire de ce numéro

Après les élections régionales	1
Automobile : l'impasse de la politique de "relocalisation" de la CGT	4
Agression contre la CGT : un avertissement	10
Féminisme, intersectionnalité et lutte de classe	15
La fièvre du bitcoin, symptôme d'un système économique malade	22
Birmanie : la classe ouvrière face à l'armée et à l'impérialisme	29
Génocide au Rwanda : vingt-sept ans de mensonges et de déni sur la complicité de la France	38

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

LES VÉRITABLES GAGNANTS de l'élection



Après les élections régionales

Nous publions ci-dessous :

- l'éditorial des bulletins d'entreprise, paru le 21 juin, au lendemain du premier tour des élections régionales ;
- les résultats de Lutte ouvrière
- l'éditorial des bulletins d'entreprise, paru le 28 juin, au lendemain du second tour.

Les lecteurs de *Lutte de classe* trouveront :

- sur le site Internet de Lutte ouvrière, nos résultats complets, département par département ;
- dans notre hebdomadaire Lutte ouvrière, un certain nombre de commentaires sur ces résultats.

Lutte ouvrière, un courant bien vivant dans l'électorat ouvrier

L'abstention record dans les élections régionales et départementales exprime le désintérêt profond, voire le dégoût croissant de l'électorat populaire pour ces compétitions destinées à désigner les coteries politiques qui auront à gérer les affaires de la bourgeoisie dans les différentes institutions.

Cette course à l'échalote pour des places et des positions est d'autant plus dérisoire qu'après plusieurs mois d'une pandémie qui a pesé avant tout sur les classes populaires, les travailleurs sont de plus en plus confrontés à l'offensive brutale de la classe capitaliste : licenciements, fermetures d'entreprises, baisse des salaires et des allocations-chômage, aggravation des conditions de travail. Pendant que la grande bourgeoisie s'enrichit au travers de l'exploitation comme rarement dans le passé, que des actionnaires amassent des fortunes autant grâce aux cadeaux de l'État que grâce à la spéculation,

ceux qui ont continué à faire marcher la société même pendant la pandémie sont poussés vers la misère.

Pour les politiciens de la bourgeoisie, les fausses promesses ou les slogans démagogiques tiennent lieu de programme. Ce n'est certainement pas cela qui donnera aux exploités les moyens de résister au désastre qui s'annonce. Une explosion de colère du monde du travail, méprisé, exploité, opprimé, est inévitable et indispensable.

Encore faut-il que la colère ouvrière de demain ne soit détournée ni par les ennemis ouverts des travailleurs, ni par leurs faux amis ! Il faut qu'elle soit orientée, au-delà des marionnettes interchangeable de la caste politique bourgeoise, contre ceux qui détiennent le véritable pouvoir : les détenteurs des capitaux, les propriétaires des usines et des banques.

C'est à la classe privilégiée, sans utilité pour la société et

pourtant riche, qu'il faudra arracher de quoi financer le maintien de tous les emplois par la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires. C'est sur les revenus du grand capital, sur les dividendes des actionnaires, sur l'argent dilapidé en spéculation financière qu'il faut prendre pour augmenter les salaires, les retraites et les allocations et les indexer sur les hausses de prix pour protéger le pouvoir d'achat.

C'est au nom de ce programme que se sont présentées les listes Lutte ouvrière dans ces élections régionales. L'ensemble de ces listes a rassemblé près de 320 000 voix. À une centaine de voix près, c'est le même nombre de voix qu'aux précédentes élections régionales de décembre 2015 et c'est presque deux fois plus de voix qu'aux élections européennes de 2019.

Compte tenu de l'abstention générale très importante qui marque ce scrutin et qui est

encore plus importante dans les villes et quartiers ouvriers, la stabilité de ce résultat est remarquable. Alors que la plupart des listes de tous les partis, du Rassemblement national aux partis de la gauche de gouvernement, ont vu leur nombre de voix chuter entre ces deux élections, celui du courant communiste révolutionnaire s'est maintenu. Et cela se traduit par une progression en pourcentage, de 1,5 % à 2,23 %.

Pour modestes que soient les scores électoraux des listes «Lutte ouvrière – faire entendre le camp des travailleurs», leur progression est un gage pour l'avenir. Ils témoignent de la permanence dans le monde du travail d'un courant politique qui affiche comme objectif le renversement du pouvoir de la grande bourgeoisie. La direction de la société doit appartenir à ceux qui, par leur travail, la font vivre et fonctionner. C'est avec cet objectif que les militants de Lutte ouvrière seront présents dans les luttes de demain et s'efforceront d'y jouer leur rôle.

Le premier tour étant pas-



LALISACE.FR

Nathalie Arthaud a animé plusieurs réunions publiques à travers le pays. Ici à Strasbourg, samedi 29 mai.

sé, le seul où le «camp des travailleurs» a pu s'exprimer, le deuxième tour n'a ni enjeu ni intérêt pour les travailleurs et les classes populaires. Lutte ouvrière ne cautionnera pas la supercherie consistant à présenter aux travailleurs des hommes politiques qui sont souvent aussi réactionnaires, aussi antiouvriers que ceux d'extrême droite, comme un rempart contre la menace du RN au pouvoir.

Il n'est pas question pour

Lutte ouvrière de soutenir quelque variante que ce soit du Front républicain. Cette république est celle de la bourgeoisie. Elle ne réserve, à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, qu'un avenir d'exploitation et de mépris de la part des riches parasites. Les travailleurs auront à combattre la classe capitaliste pour l'empêcher de conduire la société vers la catastrophe

21 juin 2021

Les résultats de Lutte ouvrière aux élections régionales

Région	Tête de liste	2021			2015		
		Exprimés	Voix LO	% LO	Exprimés	Voix LO	% LO
Auvergne-Rhône-Alpes	Chantal Gomez	1 713 273	26 866	1,57%	2 507 726	31 357	1,25%
Bourgogne- Franche-Comté	Claire Rocher	653 941	17 828	2,73%	959 741	14 513	1,51%
Bretagne	Valérie Hamon	851 259	19 207	2,26%	1 202 266	16 445	1,37%
Centre-Val de Loire	Farida Megdoud	568 778	14 556	2,56%	859 939	14 612	1,70%
Grand Est	Louise Fève	1 078 371	28 090	2,60%	1 777 824	26 395	1,48%
Hauts-de-France	Eric Pecqueur	1 330 518	47 331	3,56%	2 236 723	39 039	1,75%
Île-de-France	Nathalie Arthaud	2 177 772	33 666	1,55%	3 153 295	44 172	1,40%
La Réunion	Jean Yves Payet	230 919	2 627	1,14%	265 794	1 263	0,48%
Normandie	Pascal Le Manach	754 886	23 732	3,14%	1 144 396	20 975	1,83%
Nouvelle-Aquitaine	Guillaume Perchet	1 491 556	25 996	1,74%	2 068 754	29 197	1,41%
Occitanie	Malena Adrada	1 509 153	26 720	1,77%	2 053 498	37 181	1,81%
Pays de la Loire	Eddy Le Beller	813 317	21 404	2,63%	1 269 153	18 627	1,47%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Isabelle Bonnet	1 156 026	31 886	2,76%	1 774 801	26 278	1,48%
Total		14 329 769	319 909	2,23%	21 273 910	320 054	1,50%

Les résultats de Lutte ouvrière dans les élections à l'échelle nationale depuis 2015

			Nombre de voix	Pourcentage des suffrages exprimés
2015	Régionales		320 054	1,50%
2017	Présidentielle	Nathalie Arthaud	232 384	0,64%
2017	Législatives	553 circonscriptions	159 470	0,72%
2019	Européennes		169 627	0,77%
2021	Régionales		319 903	2,23%

Guadeloupe et Martinique : les résultats de Combat ouvrier

Combat ouvrier, organisation trotskyste antillaise membre de l'UCI, se présentait aux élections du 20 juin, régionales et départementales en Guadeloupe, territoriales en Martinique.

Sur fond d'une abstention massive (proche de 70 %) dans les deux îles, ses résultats sont les suivants :

- Martinique : 0,59 % des votants (565 voix),
- Guadeloupe : 2,67 % des votants (2 443 voix) à l'élection régionale, et 8,05 % des votants (400 voix) à l'élection départementale de Capesterre-Belle-Eau.

Notre avenir ne se joue pas dans les urnes, mais dans les luttes !

Avec près de 66 % d'abstention, et bien plus encore dans les quartiers populaires, le désintérêt des travailleurs pour les Régionales s'est confirmé au second tour. Mais cela n'empêche pas le cirque politicien de continuer. Et moins il y a d'électeurs, plus les politiciens leur font dire n'importe quoi !

Avec ses présidents de région reconduits, la droite crie victoire, tout comme le Parti socialiste qui utilise la réélection de ses sortants pour expliquer, avec 34 % de participation, que le clivage gauche-droite est de retour et pour briguer le leadership à gauche. Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Sans pouvoir se targuer d'aucune victoire, les prétendants à la présidentielle d'EELV se poussent du col en expliquant que l'écologie s'est imposée dans tous les programmes. Et c'est tout juste si La France insoumise ne voit pas dans l'abstention massive un plébiscite pour sa Sixième République. Ils prennent tous leurs désirs pour des réalités ! Quant aux grands perdants que sont LREM et le Rassemblement national de Le Pen, ils préfèrent parler des sondages pour la présidentielle.

Tant que le monde du travail ne fait pas entendre ses intérêts sans ambiguïté, en intervenant directement dans les manifestations, les grèves et les occupations d'usine, la politique se résumera à cet entre-soi politicien, à des années-lumière des préoccupations quotidiennes. Et on aura droit à ce genre de mascarade électorale, avec des partis qui nous jouent du pipeau sur la sécurité, quand tout le monde sait qu'elle ne fait pas partie des compétences régionales, et avec des candidats qui, comme Bertrand, Péresse et

Wauquiez, jurent leur amour et leur dévouement pour leur région, quand ils lorgnent sur la présidence de la République.

Dans ces Régionales, les serviteurs patronaux ont encore fait la démonstration qu'ils se moquent éperdument des besoins vitaux de la population.

Pourquoi les ouvriers de la fonderie MBF qui vient d'être liquidée à Saint-Claude dans le Jura et qui vont se retrouver sur le carreau auraient-ils choisi entre des politiciens de la bourgeoisie tous à genoux devant le grand patronat ? Pourquoi les territoriaux menacés de perdre des jours de congés iraient-ils voter pour ceux-là même qui les attaquent ? Nous sortons d'une pandémie qui a fait plus de 110 000 morts et laisse des millions de familles dans l'angoisse du lendemain, et nous devrions faire comme s'il ne se passait rien ?

Tous ceux qui ont été encensés par Macron lors des confinements, le personnel hospitalier, les aides à domicile, les éboueurs, les caissières ou encore les ouvriers de l'agroalimentaire, continuent d'être sous-payés, surexploités et méprisés. Pourquoi se seraient-ils déplacés pour élire des politiciens qui n'ont même pas eu un mot pour eux ?

Tout ce qu'il y a à souhaiter, c'est que l'indifférence, le rejet et l'écœurement du monde du travail face aux politiciens bourgeois se transforment en colère. Il y a à œuvrer pour que le dégoût des exploités se transforme en combativité.

Aucun sauveur suprême ne surgira des urnes pour assurer les conditions d'existence des travailleurs, à commencer par avoir un emploi et un salaire dignes. Ces deux exigences vi-

tales devront être arrachées au grand patronat. Et pour cela, il faudra une lutte massive et déterminée rassemblant l'ensemble du monde du travail.

Nous avons tous besoin de gagner notre vie. Alors, contre le chômage, il faut nous battre contre les suppressions d'emplois et les fermetures de sites en défendant la répartition du travail entre tous avec maintien intégral des salaires. Contre la diminution du pouvoir d'achat, il faut revendiquer l'augmentation des salaires de base, des pensions et des allocations et leur indexation sur les prix.

En plus des attaques patronales, Macron s'en prend aux chômeurs en baissant leurs allocations et il ne cache pas sa volonté de reculer l'âge de la retraite à 64 ans à brève échéance. Alors, il va falloir que le monde du travail trouve la force de se défendre. Ce n'est qu'en se faisant craindre par nos mobilisations que nous forcerons grand patronat et gouvernement à prendre sur les revenus du grand capital, sur les dividendes des actionnaires, sur l'argent dilapidé en spéculation financière.

L'explosion sociale n'entre pas dans les plans des politiciens bourgeois. Elle doit être la perspective de tous ceux qui ne se résignent pas à la situation et qui ne supportent plus la démagogie politicienne. Et elle devra être orientée non pas contre les laquais politiques mais contre ceux qui détiennent le véritable pouvoir : les détenteurs des capitaux, les propriétaires des usines et des banques.

C'est à la classe privilégiée, sans utilité pour la société et pourtant riche, qu'il faudra demander des comptes !

28 juin 2021



Automobile : l'impasse de la politique de "relocalisation" de la CGT

Depuis plusieurs mois, la CGT s'est lancée dans une nouvelle campagne « pour la reconquête industrielle », présentée comme une réponse aux fermetures d'usines et aux licenciements massifs touchant les travailleurs, dans laquelle figure en bonne place la revendication de « relocaliser les activités et les entreprises ». Les dirigeants de cette organisation syndicale ajoutent ainsi leur voix au concert de tous ceux qui, à gauche, à droite et à l'extrême droite, prétendent que les suppressions d'emplois seraient principalement les conséquences des délocalisations.

Par ce terme, on désigne communément le déplacement d'une production d'un pays à un autre dans le but de profiter de coûts salariaux qui seraient plus faibles. Affirmer que les délocalisations sont la cause des licenciements actuels est un mensonge. L'exemple de l'industrie automobile et de ses sous-traitants, touchés actuellement par une offensive patronale de grande ampleur contre les emplois, le démontre amplement et illustre à quel point la politique qui en découle, consistant à revendiquer une « relocalisation », est un piège pour tous les travailleurs.

La CGT du groupe Renault a lancé ces dernières semaines une pétition : « Pour la localisation en France d'une part des véhicules Dacia vendus sur le territoire ». Cette proposition se veut « un exemple concret du projet industriel CGT Renault ». Comme si le moyen d'éviter les licenciements consistait à trouver des arguments sur le terrain des choix industriels ! En réalité, les objectifs des dirigeants de Renault, qui ont déclaré vouloir réaliser deux milliards d'euros d'économies,

sont clairement financiers. Pour y parvenir, ils ont prévu de supprimer 15 000 postes à l'échelle mondiale, dont 4 600 en France. Il n'y a pas un seul

site du groupe qui, quel que soit le pays, ne soit concerné par des réductions drastiques des effectifs ou par une fermeture.

En France, l'usine de Choisy-



Des travailleurs de la fonderie MBF de Saint-Claude, dans le Jura, devant le siège de Renault, le 8 avril 2021.

le-Roi va être fermée, ses productions seront transférées à Flins. Dans cette même usine de Flins, la fabrication des Zoe va bientôt se terminer, et le prochain véhicule électrique devrait être fabriqué à Douai. La direction a annoncé que l'effectif de Flins passerait de 4 000 salariés à 1 600, mais tout indique en réalité qu'elle a programmé la fermeture de l'usine.

En Algérie, l'usine d'Oran, inaugurée en 2014, est à l'arrêt depuis un an, 900 postes ont été supprimés, il ne reste que 276 travailleurs. Au Maroc, l'effectif de l'usine de Tanger est passé de 8 000 en 2017 à 6 000 actuellement. En Espagne, la direction parle de 1 000 embauches, sans préciser la nature et la durée des contrats. Ce qui est sûr, c'est qu'elle a annoncé pour la fin de l'année la fermeture des trois usines Nissan de Barcelone qui emploient au total 3 000 travailleurs. En Roumanie, Dacia comptait 26 000 travailleurs en 1999, date à laquelle l'entreprise avait conclu un nouvel accord avec Renault. Ce chiffre est tombé à 14 000. Les projets sont suspendus et un millier d'emplois supplémentaires vont être supprimés. En Russie, le groupe Renault, qui se vante de sa réussite, annonce pourtant un arrêt de l'extension des productions. Et les travailleurs n'ont pas bénéficié de ses succès: les effectifs de l'usine Avtovaz de Togliati, à 1 000 km de Moscou, où sont produits les véhicules des marques Lada, Renault, Nissan et Datsun, ont été divisés par trois en douze ans, passant de 106 000 salariés en 2008 à 36 300 aujourd'hui. En Turquie, à Bursa, Renault veut réduire la fabrication des boîtes de vitesses, prémisses à des suppressions de postes. Depuis janvier, une semaine de chômage par mois est imposée, et cela va durer jusqu'à l'été. À Séoul, en Corée du Sud, le vice-président de Renault Samsung a déclaré en février que les coûts de fabrication devaient baisser et

Parole de patron



la production augmenter pour que l'entreprise se maintienne à flot. Un plan de réduction du nombre de cadres de 40 %, avec une diminution de 20 % de leur salaire, a été annoncé.

Sur l'ensemble du groupe Renault, le directeur général, Luca de Meo, a pour objectif de baisser les productions de 30 %, pour se concentrer sur celles qui rapportent le plus. Selon le cabinet de conseil en stratégie McKinsey, dans l'industrie automobile, le premium (haut de gamme ou modèle de luxe) représente 10 % des ventes mais 40 % des profits. De Meo le proclame ouvertement: «*Nous supprimons des emplois pour retrouver des bénéfices importants, du cash!*»

Dans un contexte de crise économique dont le capitalisme ne sort pas, encore aggravée par l'épidémie de Covid, les constructeurs automobiles sont engagés dans une course incessante pour accroître toujours plus la productivité et la rentabilité. Dans tous les pays, ils mènent la même politique de suppression d'emplois, de compactage des usines, de concentration des productions. C'est pour accélérer cette politique que les groupes fusionnent, la dernière fusion en date étant

celle de PSA (qui avait racheté Opel et Vauxhall en 2017) et de Fiat-Chrysler, qui a donné naissance en janvier 2021 à Stellantis. À la tête de ce nouvel ensemble, l'ex-PDG de PSA, Carlos Tavares, multiplie les chantages et les menaces à l'encontre des travailleurs. Visitant une usine Fiat en Italie, il a affirmé que les salariés de Fiat étaient moins rentables que ceux d'Opel en Espagne et de PSA en France. Aux travailleurs espagnols, il assène: «*Vous êtes moins rentables que ceux d'Europe de l'Est.*» À ceux de l'usine de Trnava en Slovaquie, qui gagnent 900 euros par mois, il déclare ne pas pouvoir leur accorder des augmentations de salaire car il faut qu'ils restent rentables, les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc étant payés, eux, 200 euros par mois. En Angleterre, il menace de fermer une usine Vauxhall, en prenant le prétexte du Brexit qui entraînerait une hausse de ses coûts de production.

Les usines Opel de Vienne en Autriche et PSA de Valenciennes, produisant toutes deux des boîtes de vitesses, ont été mises en concurrence. Finalement, Tavares a prévu de fermer l'usine de boîtes de vitesses du site de Vienne. Mais pas un

seul emploi n'a pour autant été créé à Valenciennes, où la charge de travail a augmenté du fait du transfert de production. Au contraire, Tavares a continué d'en supprimer. À l'inverse, en février dernier, PSA a programmé la fin de l'usine de Douvrin, dans le Pas-de-Calais, en annonçant que le moteur qui devait y être produit le serait finalement sur le site d'Opel en Hongrie.

Dans le cadre de ces réorganisations industrielles, l'usine de Poissy s'est vu attribuer le montage de la future Opel Mokka, dont l'ancien modèle était fabriqué en Espagne à Saragosse. Du coup, dans cette usine, des centaines d'emplois ont été supprimés. Mais en termes d'emplois, cela n'a pas bénéficié au site de Poissy car la direction a annoncé que, sous prétexte d'un fort pourcentage de pièces communes avec la DS3 fabriquée dans la même usine, il allait y avoir des dizaines de suppressions de postes.

Tous ces exemples montrent bien que les « relocalisations » – pour autant que ce mot ait un sens quand les productions sont ainsi déplacées d'un pays à un autre – ne sont pas synonymes de création d'emplois, ni même de leur maintien. Elles peuvent tout à fait au contraire s'intégrer dans des plans de destruction d'emplois.

Au passage, ces grandes entreprises en profitent pour quémander et obtenir des subventions de la part des États, des régions, des départements. Au niveau européen, ce sont des milliards d'euros qui leur sont versés. Ainsi le projet de l'Alliance européenne pour les batteries a prévu d'engager 3,2 milliards d'euros d'argent public, notamment pour financer l'usine de PSA et Saft prévue pour 2023 à Douvrin.

la cgt Renault

**Assembler des DACIA en France
C'est possible dans
nos usines RENAULT !**

1/3
des modèles
DACIA
Sandero/Duster
produits dans les
pays de l'Est sont
vendus en France

Produire là où l'on vend

**C'est plus
écologique !**

**C'est mieux
pour
nos emplois !**

**C'est mieux
pour
le client !**

Affiche de la CGT-Renault.

COMMENT SE POSER LE PROBLÈME DES FERMETURES D'USINES ET DES LICENCIEMENTS

Le terme de délocalisation a, dès le départ, été utilisé dans un sens nationaliste qui aboutit à opposer les travailleurs les uns aux autres. En lui-même, il conduit forcément à associer les licenciements à un déplacement de production dans un autre pays. En suivant cette logique, les directions des centrales syndicales, en particulier celle de la CGT, poussent leurs militants à élaborer des « projets industriels », des « solutions alternatives », pour reprendre

leurs expressions, susceptibles, selon eux, d'éviter ce transfert d'activités. Dans le cadre du capitalisme, cela revient à chercher une solution acceptable par les patrons, qui soit génératrice de profit. Comme si le fait de fabriquer tel ou tel modèle de voiture, tel ou tel type de véhicule, thermique, électrique ou hybride, était susceptible de protéger les travailleurs contre les licenciements ! Il est également illusoire de croire que plus on produit de modèles, plus l'avenir de l'emploi est assuré. L'exemple de l'usine de Renault Douai, quasiment à l'arrêt depuis des mois malgré les trois modèles de voitures qui y sont fabriqués (Scénic, Es-

pace et Talisman), prouve qu'il n'en est rien.

En réalité, en dénonçant les transferts d'activités, que l'on emploie ou pas le terme de délocalisation, on ne désigne pas aux travailleurs la véritable cause des licenciements et on tombe dans le piège mis en place par le patron. La seule et véritable politique des grands groupes capitalistes est d'augmenter leurs profits, c'est leur but. Les déplacements d'activités sous divers prétextes et les réorganisations industrielles n'étant que le moyen de concentrer leur production et de fermer des usines. Ces donneurs d'ordres que sont Renault et PSA font la même chose avec les travailleurs des entreprises sous-traitantes, comme en ce moment dans les fonderies. Et quand ils peuvent présenter ces retraits de production comme une délocalisation dans un autre pays, ils ne s'en privent pas, en introduisant le nationalisme qui permet de fabriquer un faux ennemi : les ouvriers d'une autre usine d'un autre pays. Ce qu'il faut donc dénoncer, clairement et exclusivement, c'est la volonté patronale d'augmenter les profits aux dépens des travailleurs, de leurs emplois, de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

La CGT du groupe Renault revendique que les 140 000 Dacia Sandero vendues en France soient construites en France. Ce n'est pas une « relocalisation » puisque cette voiture n'a jamais été fabriquée en France. Il s'agit donc dans ce cas de revendiquer purement et simplement le travail fait par d'autres. Pour donner à cette revendication un habillage plus présentable, le CGT reprend dans son tract la formule : « *On fabrique là où on vend* », en lui donnant un sens écologique qu'elle n'avait pas à l'origine, car elle avait été inventée il y a quelques années par les constructeurs automobiles pour justifier

des transferts de production. Dans ce même tract, la CGT du groupe présente cette politique nationaliste comme étant un « *rééquilibrage des volumes de production* », mais habiller Paul en déshabillant Jacques n'a jamais été une politique pour les travailleurs car elle les divise et les oppose les uns aux autres. La relocalisation ne peut pas être une solution : non seulement c'est prendre le travail à d'autres travailleurs, mais si les productions viennent encore à baisser, que fait-on ? Où cela s'arrête-t-il ?

La démarche consistant à rechercher un projet industriel favorable à l'emploi est forcément une impasse pour les travailleurs. Les responsables syndicaux se mettent à raisonner, à se comporter comme des patrons, mais ils ne sont pas les patrons, ce n'est pas eux qui dirigent les entreprises. Et à la fin, ce sont les patrons qui décident. Pour les aider à prendre leurs décisions, ils ont à leur disposition leurs propres experts, dont le métier consiste à évaluer les solutions les plus profitables aux actionnaires.

Pour les travailleurs, cette politique est lourde de conséquences. Elle les divise, chacun cherchant une prétendue solution au niveau de son entreprise ou dans son groupe, au lieu de les unir dans le combat contre le patronat. Le piège réside aussi dans le fait d'accepter de faire dépendre son sort, son emploi et son salaire, de la bonne santé de l'entreprise. C'est cette idée dont les patrons cherchent en permanence à persuader les travailleurs. À l'opposé, des générations de militants ouvriers l'ont combattue inlassablement, lui opposant les idées de lutte de classe, montrant à chaque occasion que les intérêts des travailleurs et ceux des patrons sont opposés et inconciliables. Chercher à convaincre le patronat qu'il existerait une façon de concilier

les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs revient à tourner le dos à toute cette histoire du mouvement ouvrier.

Le principe de base des capitalistes est de mettre les ouvriers en concurrence, entre les pays, entre les usines, au sein de chaque atelier. La politique de relocalisation, c'est mettre en concurrence les travailleurs entre eux. Le premier instinct de classe est de ne pas se laisser diviser, ne pas tomber dans des oppositions mortelles. C'est pourquoi la première chose pour les ouvriers, c'est de ne pas perdre leur boussole internationaliste. Mais l'internationalisme ne doit pas rester abstrait, il ne s'agit pas d'une simple solidarité mais de la conscience que les travailleurs ont partout les mêmes intérêts et une même lutte à mener pour garder leurs emplois et leur droit à pouvoir en vivre correctement.

Dans leurs combats quotidiens autant que dans celui qu'il est nécessaire de mener pour renverser le capitalisme, l'unité des travailleurs est fondamentale et indispensable, même si bien entendu cela ne suffit pas. Il leur faut en plus des revendications solides et qu'ils se dotent d'organisations. Une telle unité est impossible à construire avec des politiques nationalistes qui opposent les ouvriers d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre.

COMMENT DÉFENDRE SON EMPLOI ?

Le véritable but de ces trusts est l'augmentation de la productivité globale de leur groupe. Karl Marx, il y a 150 ans, avait déjà démontré qu'à l'occasion de chaque crise économique du capitalisme, les branches mortes du capital, les moins rentables, tombent pour que l'on aille vers une concentration toujours plus grande de



Conférence de presse organisée par la CGT devant le ministère de l'Économie et des Finances à Bercy le 24 février 2021.

ce même capital. En partant de cette analyse-là, on arrive à une politique bien différente de celle que proposent les dirigeants syndicaux : pour défendre leur emploi, les travailleurs doivent s'opposer de front aux patrons, et non pas leur proposer des solutions, et s'attaquer aux fondements du capitalisme.

La politique patronale consiste à augmenter les cadences, concentrer les productions, fermer les usines et baisser les effectifs. La politique que doivent opposer les travailleurs consiste à revendiquer une répartition du travail entre tous, en commençant là où ils travaillent. Ce qui se traduit concrètement par le fait de revendiquer la baisse des cadences, l'augmentation des temps de pause, l'arrêt des heures supplémentaires, la diminution du temps de travail, des embauches. Lorsque le dirigeant de Renault, Luca de Meo, dit qu'il va diminuer la production de 30%, cela veut dire concrètement que les travailleurs doivent revendiquer de se répartir entre eux les 70% restants, en exigeant que pas un travailleur ne perde son emploi.

Exiger la répartition du travail entre tous sans perte de salaire, c'est la réponse aux deux problèmes majeurs des travailleurs : le chômage d'un côté et la surexploitation de l'autre. Cette revendication a pour objectif de faire l'unité du monde du travail. Car elle s'adresse aussi bien à ceux qui ont du travail qu'à ceux qui n'en ont pas, pour les lier par un engagement mutuel de solidarité. Pour défendre l'emploi de chaque travailleur, il faut défendre l'emploi de tous. Le droit au travail est le seul droit sérieux qu'ait l'ouvrier dans une société fondée sur l'exploitation.

Pour les travailleurs, imposer le partage du travail sans diminution de salaire est vital. S'il y a moins de travail, du fait de la baisse des ventes, la seule solution pour les ouvriers, c'est d'imposer la répartition du travail qui reste à faire. Dans le contexte actuel de crise économique, il s'agit de préserver les travailleurs de la déchéance et de la démoralisation. C'est une question de vie ou de mort.

Si ce n'est pas rentable, ce n'est pas le problème des travailleurs. C'est aux capitalistes d'assurer le fonctionnement de leur système économique,

puisqu'ils détiennent le pouvoir. Les ouvriers ne sont pas responsables du système capitaliste. Si les capitalistes ne sont pas capables de maintenir un niveau de production suffisant, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Cela revient à savoir qui paye la crise. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui répondent aux maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il meure !

Lutter pour imposer le partage du travail, c'est comprendre l'opposition fondamentale entre travailleurs et bourgeois. Car les travailleurs sont amenés à défendre leur peau dans un système qui n'est pas fait pour eux, qui les oppose en permanence aux patrons. En exigeant la baisse des cadences pour garantir l'emploi, on oblige les patrons à prendre sur leurs profits. La première condition pour mener cette lutte, c'est de rester tous à l'usine, pour garder l'emploi de tout le monde. Il faut dire : « On est 1 000 travailleurs dans cette entreprise, on y reste tous. » Car c'est là où ils travaillent que les travailleurs peuvent agir, en utilisant leur nombre, leur place dans la production, en contrôlant leur patron, en lui imposant le partage du travail.

Il s'agit aujourd'hui de déclarer une guerre implacable à la politique des capitalistes, en revendiquant du travail, un emploi et une existence digne pour tous. La possibilité ou l'impossibilité de faire aboutir la revendication de la répartition du travail sans perte de salaire est une question de rapport de force, qui ne peut être résolue que par la lutte. Au travers de cette lutte, même si elle est parsemée d'échecs momentanés, les ouvriers comprendront la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

18 juin 2021



Agression contre la CGT : un avertissement

Lors des manifestations du 1^{er} mai, à Paris et à Lyon, des petits groupes ont agressé physiquement des membres du service d'ordre de la CGT aux cris de « CGT collabo ». Cet épisode est un avertissement : il montre comment peuvent émerger, au sein même du mouvement de contestation sociale, des troupes prêtes à se retourner contre des militants ouvriers.

Ces agressions à coups de barres de fer et de coups de poing américains, accompagnés selon les militants témoins, de « propos homophobes, sexistes, racistes » ont provoqué une vive et légitime émotion dans les rangs de la CGT et bien au-delà. Lutte ouvrière a immédiatement dénoncé cette attaque et apporté son soutien aux militants de la CGT, en dénonçant une agression antiouvrière, avec les méthodes des nervis d'extrême droite, « *quelles que soient les motivations et idées de ceux qui ont perpétré cette agression, qu'ils se réclament des black blocs, des gilets jaunes ou d'autres* »¹.

La direction de la CGT, pour sa part, a exclu d'emblée que les agresseurs puissent être des manifestants, en demandant : « *Quel groupe de notre camp social s'en prendrait à des militants syndicaux à coups de poing américains ?* »² Elle a mis en cause l'attitude de la préfecture de police, qui aurait empêché la dispersion du cortège syndical sur l'itinéraire initialement prévu. Elle a dénoncé la passivité des policiers, alors que « *nous étions victimes de vio-*

lences inouïes sous leurs yeux, sans que ceux-ci ne daignent réagir, ni protéger les manifestants comme leur mission l'impose »³, avant d'affirmer que « *le scénario était écrit d'avance par la préfecture de police* ».

L'union départementale CGT du Rhône a envoyé un communiqué dans le même sens : « *Nous nous interrogeons sur la facilité qu'ont ces groupuscules masqués, armés, qui arrivent à pénétrer les manifestations. Nous notons également que le dé-*

ploiement policier semblait disproportionné. Nous déplorons la démesure des moyens, qui n'a pour autant rien empêché. »

Le recours à des provocateurs a toujours fait partie des méthodes de la police, qui cherche à effrayer les manifestants avec les violences et à discréditer les organisateurs. Provoquer des scènes de violence, avant de les relayer en boucle sur les chaînes d'information, est parfois une tactique du pouvoir. Dénoncer la pas-



À la fin de la manifestation parisienne du 1^{er} Mai, place de la Nation. Sur ces images vidéo, un homme donne des coups de barre de fer aux militants CGT tandis qu'un autre chiffonne le drapeau rouge de la CGT avant de leur jeter à la figure.

1 Lutte ouvrière, n° 2753, du 5 mai 2021.

2 Conférence de presse du 5 mai 2021 avec Philippe Martinez. Intervention de Valérie Lesage, secrétaire de l'Union régionale Île-de-France de la CGT.

3 Idem.

sivité voire la complicité de la préfecture et de la police peut se comprendre. Mais renvoyer la responsabilité de ces agressions vers l'État, tout en lui demandant d'assurer la protection des manifestations, c'est s'en remettre à des adversaires pour se protéger.

Il est possible, comme l'affirment les dirigeants de la CGT, que les agresseurs, non identifiés, aient été des gros bras de l'extrême droite ou des voyous envoyés par la police. Mais exclure d'office que la violence qui s'est exprimée contre la CGT provienne des rangs des manifestants eux-mêmes, de ceux qui se regroupent depuis quelques années dans le « cortège de tête », c'est s'interdire de comprendre d'où vient la menace et c'est fermer les yeux sur le fait qu'elle puisse finir par s'organiser et se structurer autour d'organisations fascisantes, comme cela s'est produit en Italie dans les années 1920. Cela revient à renoncer à la combattre sur un terrain politique.

Si la brutalité des agresseurs a choqué très largement, leur hostilité à la CGT, leur rejet de l'ambiance de kermesse des cortèges syndicaux, la critique de la collaboration supposée de son service d'ordre avec la police, sont partagés par bien d'autres manifestants. Dans les

rangs mêmes de certains syndicats CGT, il a fallu répondre à des objections du genre : « *Je critique la violence, mais je comprends que les manif plan-plan, ça énerve.* » Ou d'autres, pas plus conscientes, du genre : « *Les manifestations pacifiques ne servent à rien, on ne nous écoute que si on casse.* » Ces propos avaient déjà été entendus pendant le mouvement des gilets jaunes.

BLACK BLOCS ET CORTÈGE DE TÊTE

Depuis plusieurs années, en particulier depuis les manifestations contre la loi El Khomri en 2016, la première réaction organisée par les syndicats après quatre années de présidence Hollande, un cortège de tête, qui regroupe parfois plusieurs milliers de manifestants, se forme systématiquement à l'avant des manifestations organisées par les syndicats ou les partis politiques, à Paris et dans quelques villes de province.

Les initiateurs de ces cortèges étaient au départ des militants de la mouvance autonome. Baptisés black blocs depuis les années 1980 à cause de leurs tenues et cagoules noires, ces manifestants s'étaient fait remarquer dans les années 2000, lors des sommets inter-

nationaux de l'OMC ou du G7. Les références politiques de ces activistes sont variées, altermondialistes, anarchistes, antifascistes ou sans autre référence qu'une hostilité au « système » ou à l'État. Ce qu'ils théorisent avant tout, ce sont leurs méthodes d'affrontement avec la police et la destruction de ce qu'ils considèrent comme les symboles du pouvoir et de l'argent. Qu'ils soient « noirs », « roses » ou de n'importe quelle couleur, équipés de casques, de banderoles renforcées et autres armes par destination, les partisans des « blocs » viennent pour s'affronter physiquement avec la police, pour casser mobilier urbain, supports publicitaires ou façades de banques, qui symbolisent pour eux le système. La présence de salariés terrorisés dans les agences bancaires incendiées ou vandalisées ne les arrête pas.



Banderoles renforcées pendant une manifestation contre la loi El Khomri en 2016.



Le cortège de tête à Paris, le 14 juin 2016, contre la loi El Khomri.

Les black blocs parasitent les manifestations organisées par les partis ou les syndicats. Pour eux, les manifestants qui forment le cortège principal ne sont que des figurants, parmi lesquels ils peuvent venir se replier entre deux actions. Pleins de mépris pour ceux qui refusent de transformer leur manifestation en insurrection de pacotille, ils utilisent les manifestants comme des otages face aux charges de police. Si les manifestants désapprouvent leurs méthodes, refusent de subir les charges policières inéluctables, craignant pour la sécurité de certains des leurs, comme des livreurs Deliveroo ou Uber sans papiers, ou encore s'ils s'organisent à travers des services d'ordre pour empêcher délibérément les black blocs de se réfugier dans le cortège, ils sont alors traités de « collaborateurs » de la police.

Malgré cela, les black blocs et leurs méthodes ont suscité, ces dernières années, la sympathie d'une fraction des manifestants, jeunes ou moins jeunes, attirés par leur radicalisme apparent, par le refus ou la mollesse des directions syndicales pour combattre les réformes antiouvrières des gouvernements successifs, méfiants vis-à-vis des syndicats et des partis de gauche qui n'ont que les élections, le dialogue social et les institutions républicaines à proposer.

L'ÉPISODE DES GILETS JAUNES

Le mouvement des gilets jaunes, qui s'était transformé au fil des mois en manifestations hebdomadaires, interdites, dispersées et réprimées violemment, a alimenté cette tendance à vouloir rompre avec les défilés promenades des syndicats, pour en découdre physiquement avec la police.



Gendarmes mobiles et CRS encerclent les Gilets jaunes du rond-point d'Avignon-nord, les délogent et saisissent leur matériel, le 26 décembre 2018.

Au début de cette révolte, hétéroclite mais très déterminée, démarrée hors du contrôle des directions syndicales, celles-ci ont commencé par la discréditer et la calomnier, en assimilant en bloc les gilets jaunes à des suppôts de l'extrême droite. Habitues à encadrer la mobilisation des travailleurs, à formuler leurs revendications à leur place et à canaliser leur colère pour mieux l'étouffer, les directions syndicales se méfient instinctivement de toutes les initiatives des masses. Quand les syndicats et surtout les partis de gauche ont changé leur fusil d'épaule, passant de la méfiance et la calomnie au suivisme et à la démagogie, cela n'a pas réconcilié les gilets jaunes avec les syndicats. Un an après le début des gilets jaunes, lors des manifestations contre la réforme des retraites en décembre 2019, le petit noyau qui continuait à se mobiliser est allé grossir les rangs du « cortège de tête ».

Ce « cortège de tête » s'est donc étoffé. Des travailleurs syndiqués et même des militants ouvriers ont été attirés par cette radicalité apparente. Ayant échoué et plus souvent, renoncé à mobiliser leurs col-

lègues de travail, non pas sur les ronds-points mais dans les entreprises, dans les usines, pour engager le combat pour des augmentations de salaire contre leurs patrons plutôt que contre Macron, certains militants syndicaux ont rejoint les gilets jaunes.

Comme l'exprimait un militant lyonnais de la CGT, interrogé par un journaliste après les heurts du 1^{er} Mai, « Je vois le travail de mes camarades de la CGT tous les jours sur le terrain et j'ai des amis dans le cortège de tête et le black bloc. Je suis proche des deux côtés. »⁴ Il ajoutait naïvement : « On a tous le même objectif, j'espère qu'on va bien trouver un moyen de s'entendre. » De son côté, un militant antifa, interrogé par le même journaliste, est convaincu que le cortège de tête « n'est plus un simple entre-soi de militants d'ultra-gauche comme en 2016. Il y a aussi des colleuses féministes, des habitants de quartiers populaires, des parents, des retraités, des gilets jaunes de la campagne et du centre-ville, les habitués de l'ultra-gauche, des jeunes, des moins jeunes... Pour moi, ce cortège de tête représente une société qui n'en peut plus. »

Ce militant prend ses désirs

4 Interview à Rue89Lyon du 8 mai 2021.



Saccage de la façade d'une agence Banque Populaire lors d'une manifestation des Gilets jaunes en février 2019.

pour la réalité, ne serait-ce que parce que le cortège de tête ne regroupe, au mieux, que quelques milliers de personnes. Il ne s'inscrit pas dans une mobilisation plus vaste, dans un mouvement collectif comme le faisaient, avec toutes leurs limites, les gilets jaunes. Mais s'il avait raison, la question importante, vitale, serait de savoir quelle politique proposer à cette « société qui n'en peut plus ».

QUEL DÉBOUCHÉ POLITIQUE À LA COLÈRE ?

Une « société qui n'en peut plus » regroupe des catégories sociales variées, des travailleurs sous-payés, des chômeurs désespérés, des petits artisans, commerçants, restaurateurs ruinés, des étudiants déclassés, des jeunes sans avenir, des retraités réduits aux Restos du cœur. Mais la colère, le désespoir, l'envie d'en découdre avec la police ne font pas une politique. La colère peut déboucher sur des luttes collectives puissantes et même sur une situation révolutionnaire, à condition qu'il existe des militants

et une direction politique, un parti, pour la porter. Mais la colère mêlée au désespoir peut aussi conduire à rejoindre des troupes de combat, unies par l'envie de se battre et de casser, et qui peuvent être retournées contre d'autres exploités, des travailleurs en lutte, des migrants ou contre des organisations ouvrières même très réformistes, même très intégrées dans le système, comme les syndicats. C'est en encadrant ce désespoir que les diverses formes de fascisme ont trouvé des troupes dans les années 1920-1930. Comme le formulait Trotsky en 1930 : « *Si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire.* »⁵

Nous n'en sommes certes pas encore là aujourd'hui, mais l'agression du 1^{er} Mai laisse entrevoir que c'est possible. Et les tribunes de militaires envisageant ouvertement un coup d'État, publiées dans *Valeurs actuelles*, montrent que les candidats à prendre la direction d'un mouvement de type fasciste ne manquent pas.

OFFRIR DES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES À LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour enrayer cette évolution, il ne suffira pas de dénoncer « une attaque de type fasciste » et de conclure une conférence de presse par la formule « No pasaran ! », comme l'a fait la CGT après le 1^{er} Mai. Il ne suffira pas de défilé dans la rue « pour nos libertés et contre les idées d'extrême droite », derrière des banderoles défendant les « valeurs de la République », comme l'ensemble des partis de gauche et les directions syndicales l'ont fait le 12 juin dernier. Pour toute perspective, ces organisations

réformistes supplient gouvernement et patronat de renouer avec le dialogue social, de créer de nouveaux organismes de négociation pour organiser « le monde d'après » et de rompre avec les « politiques ultralibérales », dans une période où la concurrence entre capitalistes et la financiarisation de leur système imposent d'aggraver la guerre sociale contre les travailleurs, en reprenant un à un les droits qu'on avait dû leur concéder dans les décennies précédentes.

L'approfondissement de la crise du capitalisme va inéluctablement plonger de nouvelles catégories sociales dans la précarité, l'incertitude du lendemain. La déconsidération et l'usure des partis qui se succèdent au pouvoir nourrissent l'extrême droite, y compris parmi les classes populaires. Si le Rassemblement national en profite sur le terrain électoral, il charrie et renforce dans son sillage de multiples autres groupes prêts à agir sur le terrain extraparlémentaire et prêts à user de la violence politique. Ces groupes profitent de toutes les circonstances, de la Manif pour tous en 2013 aux gilets jaunes en 2018-2019 en passant par la chasse aux migrants et demain lors de manifestations ouvrières comme celle du 1^{er} Mai, pour s'entraîner, se renforcer, tester les réactions. Certains, comme ce royaliste qui a giflé Macron, ne craignent pas de risquer des mois de prison pour faire de la publicité à leur cause. Aux États-Unis, l'épisode de l'invasion du Capitole par des suprémacistes blancs et autres complotistes partisans de Trump montre comment les choses peuvent s'accélérer.

La seule voie pour contrer cette évolution mortifère, c'est que la classe des travailleurs se mette en branle, qu'elle mette en avant ses propres objectifs

⁵ Léon Trotsky, « Le tournant de l'IC et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930.



La force collective des travailleurs est immense. Ici, les dockers du Havre, le 14 juin 2016 à Paris contre la loi El Khomri.

et ses propres solutions politiques face à la crise, c'est-à-dire qu'elle conteste aux capitalistes la direction de la société qu'ils conduisent vers le précipice. Les travailleurs font tout fonctionner dans la société, comme on a pu le constater durant la pandémie et ses divers épisodes de confinement. Ils sont concentrés et organisés par le processus même de la production capitaliste. C'est de leur exploitation quotidienne que sortent les immenses profits des grandes familles bourgeoises. Pour toutes ces raisons, ils représentent une force sociale considérable et un avenir pour toute l'humanité.

Cette force sociale reste aujourd'hui virtuelle car, depuis maintenant des années, la fraction la moins précaire de ce prolétariat, les travailleurs des plus grandes entreprises, dans la production, le transport, la grande distribution, les banques, sont à quelques rares exceptions près restés l'arme au pied, s'estimant mieux lotis que d'autres par le simple fait d'avoir un emploi. Cette passivité a été renforcée par toute

la politique des organisations qui continuent d'avoir de l'influence parmi les travailleurs, à commencer par les syndicats. Ces organisations ont méthodiquement remplacé la lutte de classe par le dialogue social, les valeurs du mouvement ouvrier par celles de la république bourgeoise. À ce titre, elles portent une responsabilité écrasante dans le recul sinon la disparition de la conscience de classe. En renonçant à apporter ne serait-ce qu'une explication qui fasse comprendre les reculs que subissent les travailleurs, elles contribuent à la démoralisation et à la diffusion des idées complotistes, réactionnaires, religieuses.

Mais cette passivité ne sera pas éternelle. L'impasse de l'économie capitaliste et la dureté de l'exploitation provoqueront inéluctablement des révoltes. Pour que ces révoltes ne soient pas dirigées par les pires ennemis des travailleurs, pour qu'elles ne soient pas détournées vers des impasses dangereuses du type « Relocalisons la production », « Produisons français », « Fermons

les frontières », « Sortons de l'UE » ou encore « Changeons la Constitution », il est vital de propager la conscience de classe, l'idée que l'avenir de toute la société dépend de la capacité des travailleurs à renverser le pouvoir des grands actionnaires et des familles de la grande bourgeoisie. Cela nécessite d'utiliser chaque événement politique, chaque grève même partielle, chaque lutte même défensive, pour opposer les intérêts des travailleurs à ceux du patronat, pour renforcer la confiance des travailleurs en leurs propres forces, pour qu'ils apprennent à organiser et à diriger eux-mêmes leurs luttes, pour leur permettre de comprendre qui sont leurs faux amis et leurs vrais adversaires. La conscience de classe ne reviendra pas à grande échelle en dehors de luttes puissantes, explosives, mais le travail militant que les révolutionnaires peuvent faire aujourd'hui est vital pour préparer ces échéances.

20 juin 2021



Féminisme, intersectionnalité et lutte de classe

Le succès des manifestations du 8 mars 2021, après celles du mois de novembre 2020 contre les violences faites aux femmes, montre qu'une partie de la jeunesse se mobilise pour exprimer sa révolte contre la persistance des inégalités entre femmes et hommes et contre la violence dont sont victimes les femmes dans la société actuelle. Dans ce contexte de relatif renouveau des mouvements féministes, la notion d'intersectionnalité, qui définit des groupes de personnes par la liste de discriminations qu'elles subissent simultanément (sexisme, racisme), s'est diffusée en France ces dernières années, et elle peut apparaître comme offrant des perspectives nouvelles à des jeunes en révolte contre l'oppression des femmes. Beaucoup y voient en effet une façon de choisir un féminisme radical, de s'affirmer antiracistes en même temps que féministes, voire, pour certaines, de remettre en cause le système capitaliste.

Il s'agit parfois d'une volonté de se dire féministe tout en s'opposant à des courants politiques qui se drapent dans le féminisme uniquement lorsque cela les arrange, notamment l'extrême droite, qui, tout en ayant été contre tous les combats féministes en France, a tenté de récupérer et détourner le terme de féminisme, devenu consensuel, pour s'en prendre aux immigrés uniquement, en premier lieu aux musulmans. C'est aussi sans doute une réaction aux leçons de « féminisme républicain » de responsables politiques comme Marlène Schiappa ou Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, qui a récemment fustigé « *l'islamogauchisme, le postcolonialisme, l'intersectionnalité* » qui régneraient dans les universités. De fait, au gouvernement, ce fameux féminisme républicain se traduit tout au plus par des enquêtes constatant que les inégalités entre les femmes et les hommes reculent très peu, que les femmes ont toujours des salaires inférieurs à ceux des



Lors d'un rassemblement à Paris, vendredi 8 mars 2019.

hommes et qu'elles subissent toujours des violences conjugales. Ces enquêtes sont suivies de leçons de morale s'adressant aux hommes, qui devraient apprendre à mieux se comporter. Pendant ce temps-là, non seulement le gouvernement n'exerce aucune contrainte pour imposer aux patrons une réelle égalité salariale, mais il ne fait même pas ce qui dépend directement de lui, par exemple consacrer



des moyens suffisants à l'accueil des femmes victimes de violences. Et, plus généralement, toute sa politique antiouvrière contribue à aggraver la situation des femmes du monde du travail.

D'un autre côté, une partie des mouvements féministes actuels orientent leur action vers des problèmes qui sont avant tout ceux de la petite bourgeoisie, réclamant une plus grande visibilité des femmes dans les médias, un meilleur accès aux grandes écoles, aux postes de direction des entreprises. Même les appels à la « libération de la parole » dénonçant les agressions sexuelles et les comportements sexistes, par exemple à travers le mouvement MeToo, n'ont pas le même impact pour une femme qui dispose d'une certaine indépendance financière et pour une travailleuse confrontée au harcèlement sexuel de son chef mais qui ne peut pas se passer de son salaire.

Dans ce contexte, on peut comprendre que des jeunes soient attirées par des mouvements qui se disent plus radicaux. La révolte contre la persistance, dans la société bourgeoise, de

multiples formes d'oppression comme le racisme et le sexisme, est légitime. Mais les militantes et militants qui se réclament de l'intersectionnalité ne font pas qu'exprimer cette révolte : leurs prises de position politiques montrent qu'ils contestent la capacité de la classe ouvrière à mettre fin à toutes les oppressions, sexistes comme racistes. Ils ne cherchent d'ailleurs pas à s'adresser aux larges masses des travailleuses et travailleurs, pourtant la seule force sociale capable de renverser le système capitaliste qui engendre et alimente ces oppressions.

L'INTERSECTIONNALITÉ, UN MOT NOUVEAU POUR UN CONSTAT ANCIEN

Le mot intersectionnalité a été inventé en 1989 par une avocate et militante noire américaine, Kimberley Crenshaw, pour dénoncer, selon elle, la non-prise en compte de la situation des femmes noires tant par les mouvements féministes que par les mouvements antiracistes : elle reprochait au mouvement féministe de ne pas se préoccuper des questions raciales, incontournables pour les femmes noires, et au mouvement antiraciste de ne pas tenir compte de l'oppression liée au sexe, tout aussi pesante que le racisme dans la vie quotidienne des femmes noires. Le constat que les oppressions se cumulent, et qu'une travailleuse noire est confrontée à la fois à l'exploitation, au racisme et au sexisme, n'avait pourtant rien de nouveau, pas plus que le fait que séparer ces combats mène à des impasses. La militante américaine Angela Davis l'illustre par l'exemple du droit de vote des femmes : obtenu aux États-Unis en 1920 après plusieurs décennies de combats féministes, il n'a été de fait accordé qu'aux femmes blanches, puisque les Noirs, hommes

et femmes, en ont été écartés jusqu'en 1965. Dans la lignée de Kimberley Crenshaw et d'Angela Davis, les militantes dites du Black Feminism définissent leur combat comme à la fois antiraciste et antipatriarcal, et parfois aussi comme anticapitaliste. Mais, tout en affirmant que tous ces combats sont liés, elles ne militent pas vis-à-vis de la classe ouvrière en tant que classe.

C'est le cas également en France chez les militantes et militants qui se réclament d'une approche intersectionnelle. Par exemple Françoise Vergès, proche du Parti communiste réunionnais, défend un « féminisme décolonial » ayant selon elle pour objectif « la destruction du racisme, du capitalisme et de l'impérialisme ». Mais elle ne s'adresse jamais à la classe ouvrière et, lorsqu'elle parle de l'exploitation des femmes noires dans le secteur du ménage en France, c'est pour l'opposer au confort des femmes blanches des classes moyennes¹. Rokhaya Diallo, journaliste et universitaire, se dit « féministe intersectionnelle et décoloniale » et affirme que « l'antiracisme ne peut être qu'anticapitaliste », mais elle ne fait aucun lien entre anticapitalisme et lutte des classes et ne situe pas son combat du point de vue du mouvement ouvrier. L'idée qu'il faudrait une « convergence des luttes » entre sexe, classe et race apparaît dans une partie de l'extrême gauche, parfois sous la forme de la dénonciation du lien entre patriarcat et capitalisme, mais ce que cela signifie concrètement en termes de perspectives politiques reste au mieux très flou. Ainsi, dans un article récemment publié sur le site du NPA, l'autrice, soucieuse de ne pas apparaître opposée à une idée à la mode dans la petite bourgeoisie, appelle à concilier marxisme et intersectionnalité, mais sans



Lors de la manifestation parisienne du lundi 8 mars 2021.

1 *Un féminisme décolonial*, La Fabrique, 2019.



À Paris, le 8 mars 2019.

aller jusqu'à dire comment².

Car de fait, bien souvent, la prise de position intersectionnelle, partant d'une dénonciation en apparence radicale du poids du racisme et du sexisme, surtout lorsqu'ils se cumulent, se réduit à affirmer que les femmes ne forment pas un groupe social homogène (ce qui n'est pas une découverte), que l'on voit davantage dans les médias et même dans les mouvements féministes les femmes blanches des milieux aisés que les autres, et qu'il faut laisser plus de place et de visibilité aux femmes dites racisées, c'est-à-dire victimes de racisme; dans cette catégorisation, les femmes blanches de la classe ouvrière sont d'ailleurs absentes³.

En outre, le concept d'intersectionnalité déborde largement les milieux qui se pensent contestataires. Dans les milieux universitaires, il est utilisé dans des recherches sur les discriminations⁴. Une association du nom de Gloria propose même

des formations à l'intersectionnalité en entreprise, dans le sillage des chartes de l'égalité et autres gadgets permettant à des patrons de se donner un vernis féministe⁵. Cette notion peut donc être reprise par des courants très divers, et ce n'est pas surprenant : constater que les oppressions existant dans la société capitaliste sont multiples et s'ajoutent les unes aux autres n'a rien de révolutionnaire. La question est de savoir comment on les combat.

DERRIÈRE TOUTES LES OPPRESSIONS, LA DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN CLASSES

Et pour les combattre, il faut d'abord les comprendre. Or, l'image de l'intersection utilisée par Kimberley Crenshaw est ambiguë : elle suggère que chaque oppression est une route, et qu'une travailleuse noire est à l'intersection entre trois routes, celle du racisme,

celle de la domination masculine et celle de l'exploitation capitaliste. Mais elle ne dit pas si ces routes sont toutes de la même taille, ni d'où elles viennent. Elle laisse donc penser que les divisions de genre et de race sont à mettre sur le même plan que la division de la société en classes, au sens où elles seraient aussi structurelles. Or ce n'est pas le cas. Ce ne sont ni les hommes ni les Blancs qui dirigent le monde, mais la bourgeoisie. Que celle-ci soit majoritairement masculine et blanche ne signifie pas que les hommes blancs appartenant à la classe ouvrière sont responsables de l'existence d'inégalités entre les femmes et les hommes, ni que la présence au sommet de l'État d'une femme comme Margaret Thatcher ou d'un Noir comme Barack Obama change la nature de la domination politique et sociale.

Certes, la bourgeoisie n'a pas inventé l'oppression des femmes. Mais durant toute son histoire, le capitalisme a utilisé, aggravé, creusé toutes les inégalités qui lui permettaient de tirer les conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière vers le bas : travail sous-payé des femmes, mais aussi des enfants ou des travailleurs immigrés. Ce n'est pas parce qu'il est sexiste ou raciste que le patronat sous-payé les femmes ou les immigrés : c'est parce que l'exploitation capitaliste repose sur la mise en concurrence des travailleurs, et qu'elle attise nécessairement tous les éléments qui peuvent aggraver cette mise en concurrence. Mais il ne faut pas oublier que l'objectif

2 <https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/strategie/lintersectionnalite-est-elle-soluble-dans-le-marxisme> (29 avril 2021).

3 Voir, à titre d'exemple, le site féministe lespotiches.com, qui écrit : « *Le but est de développer un féminisme qui ne serve pas uniquement la cause des femmes blanches, cisgenres et hétérosexuelles appartenant aux classes moyennes ou supérieures* » et donne comme exemples de discriminations « *des femmes noires qui cumulent racisme et sexisme, les femmes musulmanes qui combinent islamophobie, sexisme et souvent aussi racisme, ou encore les femmes transgenres qui vont subir un mélange de transphobie et de sexisme* ».

4 Voir par exemple l'introduction du livre *Le genre du capital* de Céline Bessière et Sibylle Gollac, publié en 2020 : « *Notre travail s'inscrit ainsi dans une perspective intersectionnelle, qui articule, sans les hiérarchiser, plusieurs rapports de domination.* »

5 www.gloriaforbusiness.com

de cette mise en concurrence, c'est d'exploiter l'ensemble de la classe ouvrière. Toutes ces discriminations pèsent donc non seulement sur ceux qui les subissent directement, mais aussi sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Ces discriminations économiques ont des conséquences qui débordent largement la question des inégalités dans le monde du travail. La crise sanitaire l'a rappelé : majoritaires dans les secteurs de la santé, de la distribution, de la propreté, les travailleuses sont surreprésentées dans les emplois dits de première ligne. Mais elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir un travail à temps partiel ou à vivre de missions et de contrats courts, et ont donc été particulièrement frappées par l'explosion du chômage et les baisses de revenus. Il faut ajouter à cela que les tâches domestiques et la prise en charge des enfants reposent encore beaucoup sur les femmes, et que ces tâches ont été alourdies par les mesures sanitaires, en particulier lorsque les écoles ont été fermées. Les périodes de confinement ont aussi aggravé les violences conjugales, et ce n'est malheureusement pas surpre-

nant. La société bourgeoise, parce qu'elle est fondée sur des rapports d'exploitation, charrie une multiplicité de préjugés qui entraînent aussi dans l'ensemble de la vie sociale, jusqu'à la sphère privée, des comportements violents et dominateurs. L'oppression des femmes est le reflet d'une société dont les principales valeurs sont le pouvoir et l'individualisme. Elle touche l'ensemble des femmes, même celles qui ne sont pas les plus exploitées, mais on ne peut pas la comprendre si on l'isole de l'existence de rapports d'exploitation, en d'autres termes de la domination de la bourgeoisie.

Alors, utiliser la notion d'intersectionnalité pour décrire les multiples formes que prend l'oppression des femmes, c'est pointer une réalité : être une femme de milieu populaire, avec un petit salaire et en butte au racisme, aggrave tous les autres problèmes, car la liberté de choisir sa vie, de quitter un mari violent, est très limitée lorsque l'on n'arrive pas à joindre les deux bouts. Mais les femmes de la classe ouvrière le savent et le vivent depuis toujours. Pourquoi donc introduire un nouveau concept, si ce n'est pour en tirer des conclu-

sions politiques ? En réalité, l'approche intersectionnelle donne lieu à des prises de position bien éloignées de la transformation révolutionnaire de la société, et même des intérêts immédiats des travailleuses et des travailleurs.

DES POSITIONS RÉACTIONNAIRES

Car, si les féministes intersectionnelles, qui dénoncent conjointement le racisme et le sexisme, affirment se préoccuper des femmes des classes populaires, elles n'en parlent jamais en tant que travailleuses, et les perspectives qu'elles proposent conduisent à les enfermer dans des combats souvent réactionnaires.

Ainsi, le fait de voir les femmes d'origine immigrée d'abord comme des « femmes racisées », et non comme des travailleuses, conduit certaines militantes à défendre le port du voile islamique. Parce que celui-ci serait plus souvent porté par des femmes qu'elles qualifient de « non blanches », il serait raciste de considérer le voile comme un symbole d'infériorisation des femmes. Les féministes qui s'y opposent sont ainsi rangées du côté d'un féminisme blanc néocolonial. Cela revient à jeter aux oubliettes les combats des femmes de famille musulmane pour ne pas porter le voile, en France et ailleurs dans le monde, de l'Iran à l'Arabie saoudite.

Le refus de raisonner en termes de classes sociales conduit à des aberrations, comme la thèse d'un privilège masculin ou d'un patriarcat indépendant des classes sociales, qui amène à dénoncer les hommes dans leur ensemble, et non les responsables et bénéficiaires de l'exploitation. Sur le terrain de la lutte antiraciste, l'équivalent est le privilège blanc, qui met sur le même plan



Travailleuses, travailleurs : un même patron. Ici à l'usine Toyota de Valenciennes, dans le Nord.

les préjugés racistes répandus dans la population et le racisme systémique de la société capitaliste⁶. La conséquence militante ne peut être que de traiter un ouvrier qui a des préjugés machistes ou racistes comme un adversaire, et non de militer pour qu'il devienne un frère de combat.

Autre prise de position dérivant de cette approche intersectionnelle qui prétend inclure toutes les femmes dans les luttes : des femmes qui se disent féministes légitiment la prostitution, rebaptisée « travail sexuel », et ont été jusqu'à agresser des militantes la dénonçant lors de la dernière manifestation du 8 mars à Paris. Comme si on ne pouvait pas être à la fois solidaire des prostituées et opposé à la prostitution, qui n'est rien d'autre que la vente du corps des femmes !

Ces exemples de prises de position montrent qu'il ne suffit pas de dénoncer les oppressions pour se donner les moyens de les combattre, ni de se proclamer radical ou antisystème pour l'être. Quand l'approche intersectionnelle consiste à dire que tous les combats se valent et que le droit de porter le voile à l'école est un objectif féministe au même titre que les luttes pour l'égalité salariale ou le droit à l'avortement, elle conduit en réalité à des prises de position communautaristes et réactionnaires, qui contribuent à diviser les femmes des classes populaires, et les hommes avec elles.

FÉMINISME ET CONSCIENCE DE CLASSE

Car le problème est là : tient-on à reprendre les divisions



Le 8 mars 2021, à Paris, un cortège d'employées de commerce.

qui existent dans la société, et dans la classe ouvrière, ou à les combattre ? L'approche intersectionnelle insiste sur les divisions. Au contraire, pour des marxistes, la seule perspective permettant de combattre l'oppression des femmes, c'est de combattre l'exploitation capitaliste et l'ordre social bourgeois qui maintient cette oppression, et c'est donc de militer pour l'unité de la classe ouvrière, pour que les travailleuses et travailleurs soient conscients de leur identité de classe, au-delà des différences de sexe, de nationalité ou de religion.

Il ne s'agit pas de nier la diversité des origines et des croyances dans la classe ouvrière. Mais les travailleurs forment une classe qui a des intérêts communs et ils doivent en avoir conscience pour pouvoir mener leurs combats. C'est le rôle des militants révolutionnaires, convaincus que la société capitaliste doit être renversée et que la classe ouvrière en a les moyens, de militer pour cette conscience de classe, car c'est la division en classes qui est fondamentale dans la

structuration de la société, et parce que c'est en s'organisant comme classe que le prolétariat peut renverser le capitalisme. Reprendre et figer les divisions qui contribuent à aggraver l'exploitation de tous est un piège.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire a su éviter ce piège durant son histoire. Louise Michel écrivait déjà : « *Le sexe fort est tout aussi esclave que le sexe faible, et il ne peut donner ce qu'il n'a pas lui-même; toutes les inégalités tomberont du même coup quand hommes et femmes donneront pour la lutte décisive.* »⁷ Dans le mouvement socialiste du début du 20^e siècle, des militantes comme Clara Zetkin ont lié le combat féministe à la perspective socialiste, par exemple en créant une journée internationale de lutte pour les droits de femmes, qui perdure aujourd'hui tous les 8 mars. Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas de préjugés dans la classe ouvrière, même socialiste, à cette époque, mais ces militantes et ces militants les combattaient au nom de la conscience de classe.

Elles s'opposaient aux suf-

6 C'est ainsi que Rokhaya Diallo appelle à « renoncer au privilège blanc » en écrivant : « *Si les minorités sont discriminées c'est que les majoritaires bénéficient de leur discrimination: si une Arabe ou un-e Noir-e se voit refuser un appartement en raison de sa couleur de peau, c'est un Blanc qui l'obtiendra et ce quel que soit son degré d'engagement antiraciste. Renoncer à ces privilèges indus serait déjà un grand pas vers l'égalité.* » (<http://www.slate.fr/story/146466/non-mixite-rokhaya-diallo>). Comme si le fait de renoncer à prendre un appartement allait changer quoi que ce soit au problème de fond : l'absence d'un nombre suffisant de logements !

7 Louise Michel, *Mémoires*, chapitre XII, p. 136 (https://fr.wikisource.org/wiki/Mémoires_de_Louise_Michel).

fragettes, qui défendaient un droit de vote censitaire pour les femmes de la bourgeoisie, tout en s'opposant aux autres combats sociaux et politiques au nom de la priorité au seul combat féministe. Sur la question de la conquête du droit de vote pour les femmes, Rosa Luxemburg écrivait ainsi en 1912 : « Le suffrage féminin, c'est le but. Mais le mouvement de masse qui pourra l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, mais une préoccupation de classe commune des femmes et des hommes du prolétariat. Le manque actuel de droits pour les femmes en Allemagne n'est qu'un maillon de la chaîne qui entrave la vie du peuple [...]. Le suffrage féminin est une horreur et une abomination pour l'État capitaliste actuel, parce que derrière lui se tiennent des millions de femmes qui renforceraient l'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire la social-démocratie révolutionnaire. S'il n'était question que du vote des femmes bourgeoises, l'État capitaliste ne pourrait en attendre rien d'autre qu'un soutien effectif à la ré-

action. Nombre de ces femmes bourgeoises qui agissent comme des lionnes dans la lutte contre les "prérogatives masculines" marcheraient comme des brebis dociles dans le camp de la réaction conservatrice et cléricale si elles avaient le droit de vote. En fait, elles seraient certainement bien plus réactionnaires que la fraction masculine de leur classe [...]. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir [...]. En luttant pour le suffrage féminin, nous rapprocherons aussi l'heure où la société actuelle tombera en ruines sous les coups de marteau du prolétariat révolutionnaire. »⁸

Le Parti communiste, à ses débuts, a lui aussi affirmé que la lutte pour l'émancipation des femmes faisait partie intégrante du combat révolutionnaire, en organisant des grèves de femmes et même en présentant des femmes à des élections

alors qu'elles n'avaient même pas encore le droit de vote. La stalinisation du mouvement communiste a conduit au retour à des idées conservatrices, notamment sur la famille, dès les années 1930. D'ailleurs Trotsky, dans le *Programme de transition*, soulignait que les organisations ouvrières stalinienne et réformistes ne s'intéressaient qu'aux couches supérieures du prolétariat. Ce programme s'adressait au contraire aux travailleurs, aux jeunes et aux femmes : après avoir rappelé que « l'époque du capitalisme en décadence porte les coups les plus durs à la femme, tant comme ouvrière que comme ménagère », il se concluait par un appel aux travailleuses et aux travailleurs : « Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! »

C'est cette tradition féministe qu'il faut faire revivre, celle qui n'a pas l'illusion que les femmes, ou les hommes, pourront se débarrasser de l'oppression sans mettre fin à la do-



Les femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles, à Paris, fières d'avoir arraché des améliorations de leurs conditions de travail grâce à plusieurs mois de lutte et de grève tenaces.

8 R. Luxemburg, « Suffrage féminin et lutte de classe », mai 1912 (<https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1912/05/suffrage.htm>)

mination de la bourgeoisie et à son cortège d'inégalités, de violences, de préjugés.

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS, LE COMBAT COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Les femmes qui se révoltent se heurtent à ce même État qui défend le pouvoir des capitalistes sur toute la société. Pour ne parler que de la France, c'est un État capable d'imposer à toute la population de respecter un couvre-feu pendant des mois, mais pas d'imposer l'égalité salariale aux patrons; un État qui utilise une police pourrie de préjugés racistes et sexistes, parce que la fonction principale de celle-ci est de défendre l'ordre de la classe sociale dominante. Alors, mener le combat pour l'émancipation des femmes jusqu'au bout, c'est être prêt à remettre en cause tout cet ordre social, et d'abord et avant tout l'exploitation capitaliste, qui est au fondement de tous les rapports sociaux. Et cela, seule la classe ouvrière peut le faire.

Tant que le patronat aura le droit de décider qui travaille, pour quel salaire, à quels horaires, dans quels lieux, et que la vie des travailleurs dépendra de ces diktats patronaux, ce même patronat aura les moyens de diviser et faire subir un chantage à la survie à certaines catégories du prolétariat: les femmes, les immigrés, les jeunes. Et tant que ces divisions subsisteront, elles entraîneront une multiplicité de formes d'oppression, y compris



Le 16 juin 2020, à Paris, des manifestantes de l'hôpital Tenon qui ne baissent pas les bras.

dans la sphère familiale.

Dire que le combat féministe ne peut aboutir que par la transformation de toute la société n'est donc ni minimiser l'importance de ce combat, ni le remettre à demain, pas plus que dire que les luttes économiques partielles ne peuvent pas offrir de perspective durable n'empêche de mener des grèves partielles. Les révolutionnaires doivent mener tous les combats, mais d'une façon qui fait progresser la conscience de classe et l'organisation des travailleurs, et toujours en expliquant qu'une société fondée sur l'exploitation ne peut pas être en même temps fraternelle et égalitaire. Pour un travailleur de sexe masculin, militer contre les salaires inférieurs des femmes est vital, car ces salaires peuvent servir de prétexte à baisser ceux de tout le monde. Il est aussi vital pour lui de militer contre le harcèlement des chefs envers les travailleuses: le petit chef

qui se permet de harceler une salariée est le même qui sanctionnera son collègue masculin pour une broutille. Lutter contre les comportements machistes et racistes dans la classe ouvrière, c'est faire avancer le combat pour la conscience, c'est renforcer notre camp, cela fait partie du combat quotidien pour l'unité de la classe ouvrière.

Alors si des jeunes entrent en révolte contre cette société parce qu'elles et ils constatent qu'elle n'est pas capable de faire avancer les droits des femmes ni de faire reculer le racisme, c'est évidemment une bonne chose; mais la seule perspective leur permettant de mener réellement ces combats, c'est de se tourner vers les idées communistes et vers la classe ouvrière, la seule qui peut jeter les bases d'une société réellement égalitaire en mettant fin à l'exploitation capitaliste.

3 mai 2021



La fièvre du bitcoin, symptôme d'un système économique malade

En avril dernier, le cours du bitcoin atteignait un niveau record, à plus de 64 000 dollars (environ 53 000 euros), un prix dix fois supérieur à celui d'un an plus tôt. Il a ensuite chuté brutalement, perdant la moitié de sa valeur. L'ensemble des cryptomonnaies a suivi une trajectoire similaire, et les sommes en jeu ont de quoi donner le tournis : au total, plus de 1 200 milliards de dollars sont partis en fumée dans ce krach, entre le 12 et le 23 mai. C'est plus de deux fois le montant annuel des dépenses de l'État français. Si cet effondrement n'a pas entraîné avec lui l'ensemble de l'économie, les cryptomonnaies restent un secteur relativement marginal, cette spéculation délirante n'en est pas moins symptomatique du fonctionnement du système capitaliste et des risques qu'il fait courir à toute la société.

Le bitcoin est la plus ancienne et la plus connue des cryptomonnaies, mais il en existe des milliers. Au moment où cet article est rédigé, il représente un peu plus de 40 % de la valeur totale des cryptomonnaies, et la deuxième, l'ether, environ 17 %.

Créé au lendemain de la crise de 2008, le bitcoin devait, selon ses concepteurs, constituer une alternative au système financier traditionnel. Contrairement aux monnaies comme le dollar ou l'euro, qui sont émises par les États et les banques, les cryptomonnaies sont générées par des programmes informatiques. Dépourvues de forme physique comme des pièces ou des billets, elles s'échangent par Internet. Toutes les transactions sont consignées dans des registres publics qu'on appelle des « blockchains ». Celles-ci sont copiées sur de nombreux ordinateurs, gérés par des particuliers ou des entreprises, partout dans le monde. Les transactions sont vérifiées au moyen de calculs mathématiques plus ou moins com-



Diverses cryptomonnaies.

pliqués par des programmes appelés « mineurs », qui en échange reçoivent de nouvelles unités monétaires, par exemple de nouveaux bitcoins. C'est au travers de cette rétribution des mineurs que de nouveaux bitcoins ou de nouveaux ethers sont créés et mis en circulation, une opération que l'on appelle le « minage ».

Les promoteurs des cryptomonnaies mettent en avant leur caractère décentralisé et transparent. Elles n'ont pas besoin d'autorité centrale, comme les États, ni d'intermédiaires, comme les banques. N'importe qui peut participer, à condition de disposer

d'une connexion internet. La blockchain étant accessible à tous, les transactions sont publiques, et comme des milliers de machines les vérifient, le système est réputé infalsifiable.

Au fil des années, les cryptomonnaies et les technologies utilisant des blockchains ont évolué et trouvé de nouvelles applications. Outre les systèmes de paiement et les services financiers, elles servent aussi à faire fonctionner des services de partage de vidéos ou de fichiers sur Internet, des systèmes de jeux, de paris et de vente aux enchères en ligne, ou encore à récompenser des internautes qui acceptent de visionner des publicités.

UNE SPÉCULATION RISQUÉE MAIS RENTABLE

Les premiers utilisateurs des cryptomonnaies étaient des passionnés d'informatique imprégnés d'idées libertariennes, qui y voyaient un moyen de remettre en cause le pouvoir des États et des banques. Des ré-

seaux mafieux ont rapidement compris qu'ils pouvaient s'en servir pour des sites de vente de produits illégaux ou blanchir de l'argent. Les cryptomonnaies ont fini par acquérir une certaine valeur marchande, et la hausse de leurs cours, parfois soudaine, a attiré des investisseurs à la recherche de profits rapides. La spéculation sur les cryptomonnaies a déjà engendré plusieurs bulles spéculatives. Ainsi à la fin de 2017, le cours du bitcoin a brièvement dépassé les 20 000 dollars, avant de retomber brutalement.

Les gros investisseurs institutionnels, banques et fonds de placement – que les cryptomonnaies étaient pourtant censées détrôner – s'y sont progressivement intéressés, avec tout de même une certaine méfiance. Mais depuis qu'a commencé la crise sanitaire, il y a un peu plus d'un an, de très grandes entreprises se sont mises à y investir des sommes importantes, en premier lieu dans le bitcoin et l'éther.

Ainsi le constructeur d'automobiles électriques Tesla a placé une partie de sa trésorerie en bitcoins, pour 1,5 milliard de dollars. Il en a ensuite revendu environ 10 %, avec profit. Le géant du paiement en ligne Paypal a introduit plusieurs cryptomonnaies sur sa plateforme, et en a acquis lui-même de grandes quantités. Le gros éditeur de logiciels MicroStrategy a emprunté plusieurs milliards de dollars pour acheter du bitcoin. Goldman Sachs propose désormais des placements en bitcoins à ses clients fortunés. La plupart des investisseurs institutionnels s'y sont mis, des banques d'affaires comme BNY Mellon (la plus ancienne banque de Wall Street) aux sociétés d'assurance-vie et aux fonds de placement comme BlackRock. Les grands réseaux de paiement électroniques comme Visa ou MasterCard ont annoncé l'in-



Le cours du bitcoin depuis 2013, en dollars.

tégration prochaine des principales cryptomonnaies dans leurs systèmes.

Les autorités de régulation financières accompagnent ce mouvement. Plusieurs États ont autorisé la cotation en Bourse, à côté de produits financiers classiques, de fonds d'investissement en cryptomonnaies. Tout récemment, la Banque centrale européenne a émis des obligations sur Ethereum, la seconde blockchain après celle du bitcoin.

Les cours des cryptomonnaies sont pourtant très volatils : la moindre nouvelle positive ou négative, une simple rumeur ou un tweet d'une personnalité en vue comme le PDG et principal actionnaire de Tes-

la et de SpaceX, Elon Musk, un des hommes les plus riches au monde, suffisent à provoquer des hausses ou des baisses de plus de 10 % en une demi-journée. Cette volatilité en fait un placement risqué, mais aussi potentiellement très rentable. D'autant qu'il reste orienté à la hausse : le cours du bitcoin, malgré son récent krach, a été multiplié par presque quatre depuis un an, et la valeur de certaines cryptomonnaies moins connues a été multipliée par plus de vingt au cours de la même période.

En effet, la grande bourgeoisie dispose actuellement d'une masse énorme de capitaux qu'elle n'investit pas dans l'économie productive, pas assez rentable à ses yeux. Ces capitaux, qui proviennent essentiellement de l'exploitation des travailleurs, sont grossis par la quantité colossale d'argent que les États injectent dans l'économie, au prétexte de surmonter la crise : aides aux entreprises, prêts à taux extrêmement bas, etc. Ces injections massives, qui ont explosé depuis mars 2020, ont contribué à faire enfler de multiples bulles spéculatives, propulsant les indices boursiers à leurs plus hauts niveaux historiques.

Les cryptomonnaies, dont le cours a augmenté du fait de placements faits par la grande bourgeoisie, attirent aussi les capitaux de plus petits boursi-



Dogecoin, une cryptomonnaie promue par Elon Musk et des influenceurs sur les réseaux sociaux. Elle fut imaginée comme une blague par ses concepteurs, qui l'ont complètement abandonnée depuis. Son cours a tout de même augmenté de plus de 11 000 % en un an.

coteurs. Les applications pour smartphone permettant d'acheter et de vendre facilement des cryptomonnaies ont gagné des millions de nouveaux utilisateurs depuis un an, notamment aux États-Unis, et les chaînes Youtube expliquant comment s'enrichir de cette manière voient affluer les abonnés.

UNE VALEUR REFUGE ?

Malgré leur volatilité, les cryptomonnaies passent aux yeux de certains investisseurs pour une façon de se prémunir de l'inflation (perte de valeur de la monnaie). En effet, les émissions massives effectuées par les banques centrales ont fortement augmenté la masse monétaire en circulation. Dans le même temps, l'économie productive tourne au ralenti, tandis que la dette et les déficits des États – qui garantissent en principe la valeur des monnaies – se sont largement accrus. Les ingrédients classiques d'un retour de l'inflation sont donc réunis.

Celle-ci commence à apparaître dans les indices des prix à la consommation : aux États-

Unis, celui-ci s'élève désormais à 5 % sur un an, son plus haut niveau depuis 2008. Mais cela ne traduit qu'une partie de la réalité. Les cours de nombreuses matières premières se sont envolés au cours des derniers mois, qu'il s'agisse des carburants, de métaux utilisés dans l'industrie comme le cuivre, ou encore du bois de construction. Les prix du transport maritime ont explosé. Ces hausses ne peuvent que se répercuter, tôt ou tard, sur les prix de nombreuses marchandises. Dans le même temps, la spéculation sur l'immobilier continue de faire augmenter les prix des logements, particulièrement aux États-Unis.

Les cryptomonnaies, notamment le bitcoin, apparaissent comme un refuge contre l'inflation en grande partie parce qu'elles représentent une offre limitée. À ce jour 18,7 millions de bitcoins ont été créés, et la mise en circulation de nouveaux bitcoins va ralentir inexorablement, jusqu'à atteindre le chiffre maximal de 21 millions, fixé par ses concepteurs. Certains économistes comparent donc le bitcoin à l'or, qui existe en quantité limitée à

la surface de la Terre, et considèrent qu'il aurait pour fonction de stocker de la valeur, à la manière des métaux précieux.

Cette façon de raisonner explique qu'Elon Musk ait tweeté en décembre dernier : « *Le bitcoin est presque aussi sûr que la monnaie fiduciaire* ». Ici, tout est dans le « presque ».

L'adjectif « fiduciaire » vient du latin *fiducia*, qui veut dire la confiance. Et en effet, cela fait belle lurette que les monnaies émises par les banques centrales ne sont plus convertibles en or. Leur valeur repose essentiellement sur la confiance qu'on leur accorde, et dans certaines circonstances celle-ci peut diminuer, parfois très rapidement.

Pour une entreprise comme Tesla, qui dispose d'une importante trésorerie en dollars, la convertir partiellement en bitcoins peut être une façon de se prémunir de l'inflation. Pour les grandes banques et les fonds d'investissement comme BlackRock, placer une petite partie de leurs capitaux dans les cryptomonnaies permet de diversifier un peu plus leurs placements, de diluer les risques au cas où leurs investis-



Plateforme de minage du groupe nord-américain Core Scientific à Calvert City, dans le Kentucky.

sements classiques viendraient à être moins rentables, tout en encaissant des profits spéculatifs à court terme, tant que c'est possible.

Le boom du bitcoin et des autres cryptomonnaies reflète donc, dans une certaine mesure, le manque de confiance de la bourgeoisie dans la capacité des États à réguler l'économie, et leur inquiétude pour l'avenir.

TENDANCE À LA CONCENTRATION ET GÂCHIS DE RESSOURCES

Si les inventeurs du bitcoin prétendaient révolutionner le système financier et mettre l'économie au service de tous, en réalité les cryptomonnaies n'échappent pas du tout à la tendance à la concentration générale dans le système capitaliste.

Ainsi, l'analyse de la blockchain révèle de fortes inégalités dans la répartition des bitcoins. Plus de la moitié des comptes existants détiennent moins d'un millième de bitcoin chacun, tandis que les 16 000 les mieux pourvus (0,05 % du nombre de comptes) détiennent au total 16 millions de bitcoins (85 % du nombre actuel de bitcoins, soit environ 640 milliards de dollars). Certains de ces gros comptes remontent aux premières années du bitcoin, où il ne valait quasiment rien... et sont parfois devenus inaccessibles, car leurs détenteurs ont perdu les codes permettant d'y accéder. Mais la plupart appartiennent à de grosses entreprises ou à de riches spéculateurs.

Les plateformes permettant d'échanger les cryptomonnaies entre elles et contre des monnaies classiques brassent quotidiennement des dizaines de milliards de dollars de transactions, sur lesquelles elles prélèvent des commissions. Les plus grosses sont devenues de

véritables banques, qui proposent toutes sortes de services comme des prêts, des cartes de crédit, etc. L'une d'entre elles, Coinbase, est désormais cotée au Nasdaq, la deuxième grande Bourse new-yorkaise avec Wall Street. Beaucoup sont enregistrées dans des paradis fiscaux, comme les îles Caïman ou les Seychelles. Bref, les cryptomonnaies sont loin d'avoir révolutionné le système financier.

La tendance à la concentration est forte également du côté des mineurs. La complexité des calculs nécessaires au minage du bitcoin ayant augmenté considérablement avec le temps, cette activité est aujourd'hui largement dominée par de grosses sociétés possédant de vastes entrepôts où se trouvent jusqu'à plusieurs centaines de milliers de machines spécialisées.

L'augmentation des capacités de minage, particulièrement celui du bitcoin, engloutit de plus en plus de ressources, car ces machines consomment beaucoup d'électricité et deviennent rapidement obsolètes. Une étude de l'université de Cambridge estime la consommation annuelle nécessaire au fonctionnement du bitcoin à plus de 110 milliards de kilowatts-heure, quelque part entre celle des Pays-Bas et celle des Émirats arabes unis. Une simple transaction en bitcoin nécessiterait plus de 1 500 kWh, soit la consommation moyenne d'un ménage américain pendant 54 jours. Des chiffres à comparer avec le fait que 800 millions de personnes dans le monde n'ont aucun accès à l'électricité...

Le minage des cryptomonnaies a provoqué des coupures de courant massives en Iran, en Sibérie et dans la petite république caucasienne d'Abkhazie, où les mineurs se sont installés pour profiter de prix de l'électricité très bas. Le gou-

vernement abkhaze a interdit le minage sur son territoire, mais cette activité est suffisamment rentable pour se poursuivre de manière illégale... et faire tomber périodiquement le réseau électrique local.

La hausse des cours des cryptomonnaies a accru la rentabilité du minage, du moins pour les plus gros mineurs, qui disposent des budgets les plus importants. Certaines sociétés spécialisées ont commandé ces derniers mois du matériel de minage pour plusieurs dizaines, voire centaines de millions de dollars. Le gâchis n'est donc pas près de s'arrêter.

LES ÉTATS VEULENT GARDER UN CERTAIN CONTRÔLE SUR LA MONNAIE

Malgré la rentabilité des cryptomonnaies, la bourgeoisie n'est pas unanime face à leur développement. Elles échappent en effet au contrôle des banques centrales et posent donc un problème aux États ; or les États sont les garants des intérêts généraux de leur bourgeoisie nationale. Les cryptomonnaies concurrencent aussi les banques privées, et si certaines les utilisent volontiers pour spéculer, d'autres y restent très hostiles, comme HSBC, qui interdit à ses clients de transférer des fonds vers des plateformes d'échange.

Les porte-parole des banques centrales et de certaines banques privées répètent que les cryptomonnaies serviraient au trafic de drogue, à l'évasion fiscale et aux attaques informatiques par « rançongiciel » (ransomware). S'il y a une part de vrai dans ces accusations, elles sont surtout hypocrites, car l'immense majorité des activités illégales utilisent les circuits financiers traditionnels et alimentent les profits des banques les plus renommées,

à l'abri des lois protégeant le secret bancaire et commercial.

Au fil des années, les États ont adopté des législations plus ou moins permissives ou restrictives face aux cryptomonnaies. Dans les principaux pays impérialistes, leur usage est seulement encadré par quelques règles, comme l'obligation pour les plateformes d'échange de vérifier l'identité de leurs clients, et pour ceux-ci de déclarer leurs gains au fisc.

Les États n'ont rien, en soi, contre l'utilisation de monnaies électroniques ; au contraire, la tendance depuis des années est à réduire l'usage des espèces. En effet, les systèmes de paiement électronique permettent de faire des économies et sont plus faciles à tracer, à la fois par les États, les banques et les entreprises qui vivent de la vente et de l'analyse de données commerciales. Aujourd'hui, la plupart des banques centrales se préparent à lancer des versions électroniques de leur monnaie nationale, et certaines envisagent même de supprimer complètement les espèces dans les prochaines années. Cependant, ces nouvelles monnaies électroniques d'État ne seront

pas décentralisées comme le bitcoin : leur émission et leur circulation resteront sous le contrôle des banques centrales.

Facebook, qui est pourtant une entreprise influente, s'est heurtée à cette volonté des États de garder un contrôle sur leur monnaie. En 2017, cette société a lancé un projet de cryptomonnaie destiné à permettre des paiements directs entre utilisateurs, sur le réseau social Facebook, mais aussi WhatsApp et Instagram. Ce projet s'est heurté à une levée de boucliers des autorités de régulation monétaire, notamment américaines, et n'a cessé d'être repoussé. Facebook revendique en effet près de 3 milliards d'utilisateurs réguliers dans le monde ; sa nouvelle monnaie aurait donc pu connaître une adoption rapide et massive, bien plus large que celle du bitcoin. Mais les choix de l'entreprise en matière monétaire auraient alors empiété sur les prérogatives des banques centrales. Facebook a dû reculer, et se prépare à n'utiliser qu'une version électronique de certaines monnaies étatiques comme le dollar.

LE CAS DE LA CHINE ET CELUI DU SALVADOR

Récemment les médias se sont fait l'écho des politiques de deux États en matière de cryptomonnaies : la Chine et le Salvador.

En Chine, le gouvernement contrôle assez étroitement l'économie et limite la quantité de yuans qu'on peut convertir en devises étrangères. Les cryptomonnaies y ont rencontré un certain succès justement parce qu'elles permettaient à des bourgeois, grands et moins grands, d'échapper à ces restrictions. Mais en 2017, l'État chinois a banni les plateformes d'échange de son territoire. Ces plateformes

chinoises, qui comptent parmi les plus importantes à l'échelle mondiale, continuent d'opérer, mais depuis l'étranger, via Internet.

Par ailleurs, l'activité de minage est fortement implantée en Chine, où les coûts de l'électricité sont relativement bas : plus de la moitié des capacités mondiales de minage se trouveraient sur le sol chinois. Mais dans plusieurs provinces où l'électricité provient de centrales au charbon ou au gaz, les autorités locales viennent d'interdire cette activité, pour se conformer aux objectifs du gouvernement central en matière de réduction des gaz à effet de serre. Certaines entreprises de minage chinoises ont donc commencé à transférer leurs installations vers d'autres pays.

Les restrictions imposées par l'État chinois envers les cryptomonnaies accompagnent en fait le lancement imminent d'une monnaie électronique d'État. Celle-ci est actuellement en cours de déploiement dans plusieurs grandes villes, et sa mise en service au niveau national est annoncée pour les jeux olympiques d'hiver de 2022 à Beijing. L'objectif affiché est, à terme, de supprimer les pièces et les billets, dont la fabrication coûte cher à l'échelle d'un pays aussi vaste et peuplé, et aussi de conquérir une place pour le yuan comme monnaie d'échange dans les transactions internationales. De ce point de vue, les cryptomonnaies décentralisées comme le bitcoin constituent une concurrence que l'État chinois s'efforce de limiter.

À l'inverse, le Salvador, petit pays d'Amérique centrale, vient d'accorder au bitcoin le statut de monnaie légale, en plus du dollar. Cela signifie que les commerçants seront bientôt tenus de l'accepter, et qu'on pourra payer ses impôts



Les euros sont imprimés sous le contrôle des banques centrales, nationales et européenne.



REUTERS

Au Salvador, un restaurant qui annonce : « On peut payer ici en bitcoins ».

avec. C'est le premier pays à faire ce choix, et ce n'est pas un hasard s'il s'agit d'un pays pauvre, qui pèse très peu sur la scène internationale.

Le Salvador n'a plus de monnaie nationale depuis 2001, où il avait adopté le dollar américain. Ce pays est très dépendant de ses échanges avec les États-Unis. Près de deux millions de Salvadoriens, soit près du tiers de sa population, y ont émigré, et l'argent envoyé au pays par ces émigrés représente à lui seul près d'un quart du PIB. Or ces transferts d'argent passent par des sociétés intermédiaires qui prélèvent de lourdes commissions.

L'usage de cryptomonnaies permettrait de diminuer les frais de ces transferts internationaux. Le pays espère aussi attirer des capitaux étrangers, voire les spéculateurs eux-mêmes, puisque désormais les gains en bitcoin n'y sont plus taxés et qu'il suffit d'y investir trois bitcoins pour obtenir le statut de résident permanent. Enfin, l'usage du bitcoin réduirait un peu la dépendance

de l'État salvadorien envers le dollar, monnaie sur laquelle il n'a aucun contrôle.

De manière générale, si les plus grosses fortunes en cryptomonnaies se trouvent principalement dans les pays riches, une fraction non négligeable de la population de certains pays pauvres commence aujourd'hui à s'en servir. Ainsi le Nigeria, dont la monnaie est rongée par une forte inflation, est devenu le troisième utilisateur mondial de cryptomonnaies. Celles-ci ont aussi connu un certain développement au Venezuela ou en Turquie. Dans un pays comme l'Argentine, qui a subi plusieurs crises financières accompagnées de dévaluations, les cryptomonnaies peuvent apparaître comme un moyen de se prémunir d'une nouvelle limitation des retraits bancaires imposée par le gouvernement. Bien sûr, tout cela ne concerne pas les plus pauvres, mais plutôt ceux qui ont quelques économies de côté.

UN RÉVÉLATEUR DES TARES DU CAPITALISME

Il est très difficile de prévoir ce qu'il adviendra des cryptomonnaies dans les mois et les années à venir, et c'est justement ce qui explique leur grande volatilité. Si leur adoption continue de s'étendre, elles continueront probablement d'attirer des placements spéculatifs. Dans le cas contraire, par exemple si les États entravent leur développement par des politiques restrictives, leur valeur pourrait s'effondrer.

Cependant les États ne maîtrisent pas l'économie, particulièrement la finance, incontrôlée et incontrôlable. Ils sont face à une contradiction : d'un côté ils voudraient conserver un certain contrôle sur la monnaie, dans l'intérêt général de la bourgeoisie, mais de l'autre cette même bourgeoisie fait des profits en spéculant, y compris sur les cryptomonnaies, et il n'est pas question de l'en empêcher.

Ce qui est certain, c'est que

cette spéculation aggrave un peu plus l'instabilité générale de l'économie capitaliste. Portant sur des produits financiers dont la valeur ne repose sur aucun bien matériel, elle est le symptôme d'une économie de casino dans laquelle les capitaux s'éloignent toujours plus de la sphère productive, la seule pourtant qui puisse être créatrice de richesses pour l'humanité. Les risques de krach spéculatif, le gâchis et les pollutions engendrés par le minage, sont des exemples parmi d'autres du fait que la bourgeoisie se moque absolument de l'utilité sociale de ses placements et des conséquences qu'ils peuvent avoir pour l'ensemble de la société.

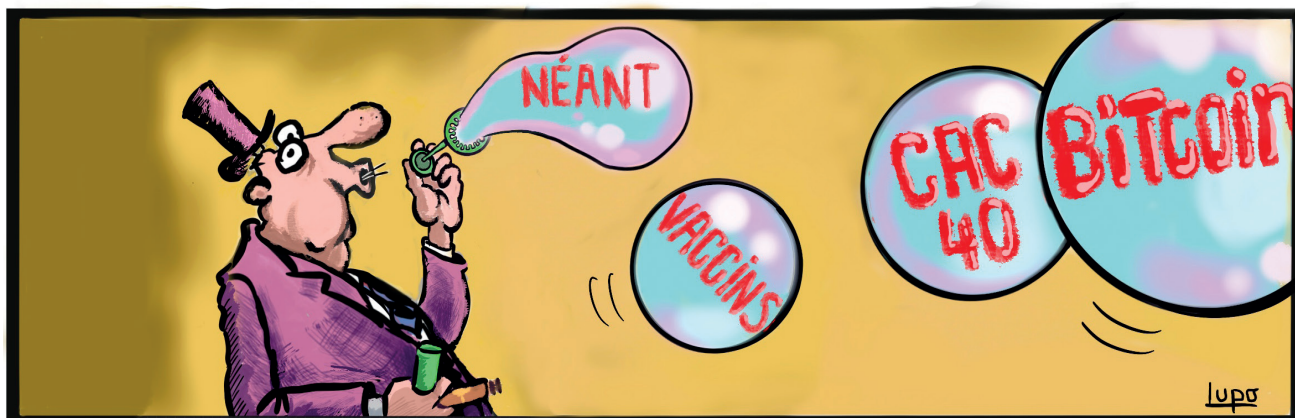
Il est vital pour les travailleurs de stopper la course à la

catastrophe dans laquelle nous entraînent la bourgeoisie et son système. Les sommes folles englouties dans la spéculation, la classe ouvrière les paye par une aggravation de l'exploitation, les cadences de plus en plus intenables, les pressions à la baisse sur les salaires, la hausse du chômage, les réductions budgétaires sur les services publics, etc.

Cependant les technologies mises en œuvre par les cryptomonnaies, comme les blockchains, ne sont pas en elles-mêmes la cause de cette aggravation et des risques de krach généralisé. Le problème, c'est que dans le système capitaliste toute l'économie est dominée par la recherche effrénée du profit individuel.

La seule issue pour les travailleurs est de s'emparer du pouvoir et d'arracher le contrôle des entreprises à la bourgeoisie. Ils pourront alors planifier l'économie afin de satisfaire les besoins de tous. Cependant, ils ne pourront pas se passer immédiatement de la monnaie. L'usage de systèmes de comptabilité électroniques, utilisant pourquoi pas une blockchain, pourrait alors faciliter la répartition des ressources et le contrôle de la collectivité sur l'économie. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, le progrès technique pourrait enfin être mis au service de l'humanité entière, au lieu d'enrichir une minorité parasite.

20 juin 2021





Birmanie : la classe ouvrière face à l'armée et à l'impérialisme

L'armée birmane a mis brutalement fin le 1^{er} février dernier à sa collaboration avec Aung San Suu Kyi et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui dirigeaient le gouvernement depuis 2016 après en avoir été longtemps tenus à l'écart. Des centaines de personnes ont depuis été assassinées et des milliers arrêtées par les militaires et leurs forces supplétives. La classe ouvrière, dont les effectifs se sont fortement accrus depuis une quinzaine d'années, se retrouve aux avant-postes de la mobilisation.

LA NAISSANCE D'UN ÉTAT BIRMAN APRÈS PLUS D'UN SIÈCLE DE DOMINATION COLONIALE

Après une dizaine d'années marquées par une certaine normalisation, l'intervention sanglante de Tatmadaw, nom sous lequel sont connues les forces armées birmanes, qui

comptent 350 000 membres, a été soudaine. Mais elle n'a rien de surprenant au regard de son rôle dominant dans la politique de cette ancienne colonie britannique depuis son indépendance en 1948.

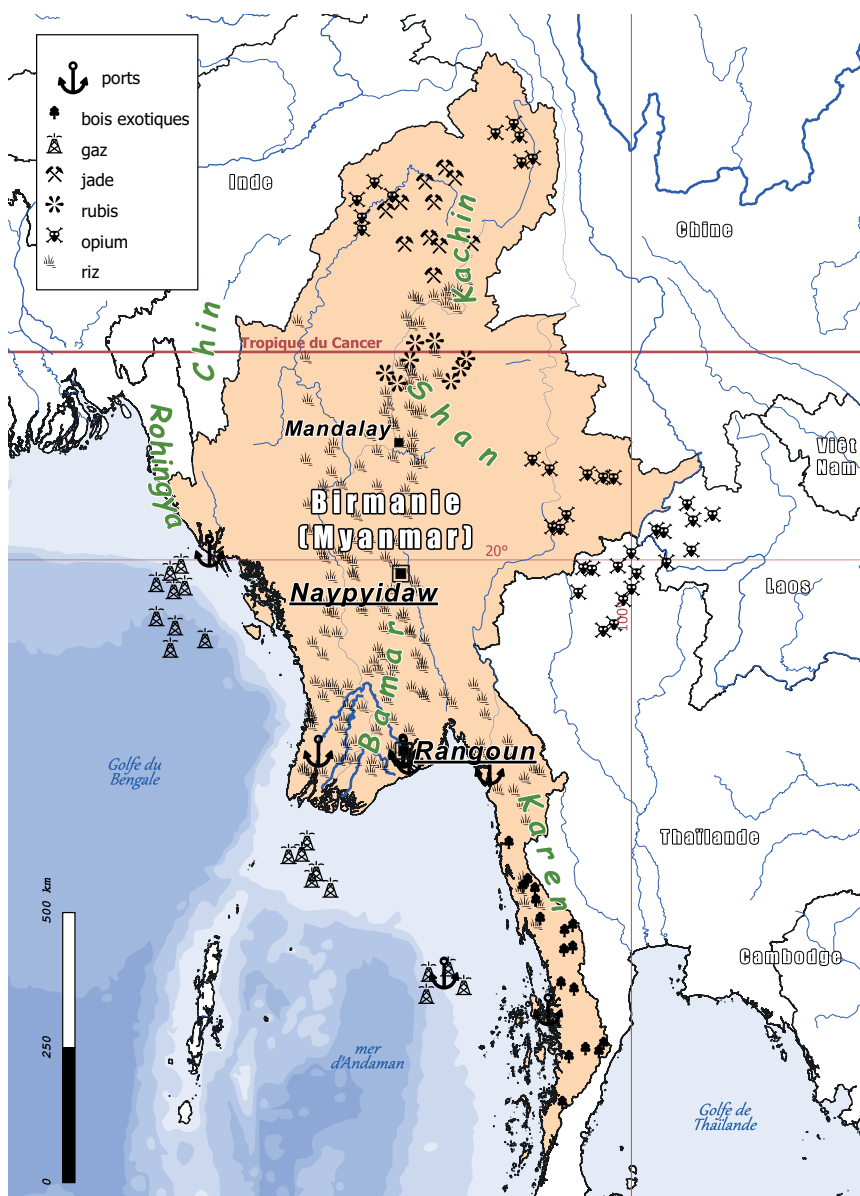
De 1824 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la Birmanie fut maintenue sous le joug colonial et dans le sous-déve-

loppement. Les compagnies britanniques s'y assurèrent le pillage, dans des conditions effroyables, des terres rizicoles, des forêts de bois exotiques, puis du pétrole et des mines. Il était rare pour les ouvriers et les petits paysans d'y atteindre 30 ans. Pour mieux régner, l'impérialisme britannique s'appliqua en outre à diviser la population de cette ancienne région de son empire des Indes, et les multiples ethnies qui le constituaient, en opposant celles-ci les unes aux autres, en jouant, pour se maintenir, des humiliations et des faveurs, parfois changeantes. Il organisa des migrations massives à partir de la péninsule indienne, d'où furent issus grands propriétaires terriens, commerçants et affairistes. Cela permit aux Britanniques de s'appuyer sur une couche de petits fonctionnaires parlant anglais. Une vaste main-d'œuvre saisonnière, indienne ou chinoise, fut importée pour la culture du riz, dont la Birmanie devint le premier exportateur mondial au cours des années 1930, de l'opium,

WIKIMEDIA COMMONS



Le travail dans une prison sous le joug colonial britannique (fin du 19^e siècle).



Localisation des différents groupes ethniques de Birmanie et des principales ressources.

mais aussi pour fournir des bras pour l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et des zones industrielles et portuaires. Le pouvoir colonial utilisa systématiquement des troupes formées des minorités karen, chin ou kachin dans ses opérations de maintien de l'ordre, alimentant les sentiments xénophobes envers ces minorités ethniques et religieuses parmi la population bamar, majoritaire.

Le nationalisme birman émergea dans les années 1930, parmi les étudiants et au sein

de certains monastères bouddhistes, dans une période marquée par les effets dévastateurs de la crise de 1929. Des révoltes paysannes éclatèrent, écrasées dans le sang, ainsi que des grèves ouvrières, dont la principale culmina en 1938 dans le sillage de la mobilisation des travailleurs du pétrole¹. Loin de défendre les intérêts propres des exploités, le mouvement nationaliste s'est majoritairement posé en défenseur intransigeant de la majorité bamar, de la culture et de la langue birmanes comme

de l'identité bouddhiste. Ses chefs, derrière le slogan « Nous les Birmans », se réclamèrent largement d'une vision raciale, tournée contre les minorités, empruntant ainsi, en les inversant, la propagande et la politique coloniales.

Ces nationalistes, qui se posaient en porte-parole d'une bourgeoisie nationale à peine embryonnaire, se tournèrent vers l'impérialisme japonais. Celui-ci était alors lancé dans une politique expansionniste en Chine et dans toute une partie de l'Asie, y contestant la domination britannique et française. L'un des principaux artisans du mouvement indépendantiste naissant, pétri d'admiration pour le fascisme impérial japonais, était Aung San, le père d'Aung San Suu Kyi. Lui et ses compagnons, connus par la suite sous le nom des « Trente camarades », parmi lesquels figuraient des membres du Parti communiste birman, furent financés et formés sur un territoire contrôlé par le Japon au début de la Deuxième Guerre mondiale. Ils fondèrent dans ce cadre, et depuis la Thaïlande, l'armée de l'indépendance birmane, noyau de la future Tatmadaw, qui combattit dès janvier 1942 aux côtés de l'armée japonaise dans sa conquête de la Birmanie. Aung San, décoré par l'empereur Hiro-Hito à Tokyo, devint lui-même ministre de la Défense du nouveau pouvoir fantoche.

Le 1^{er} août 1943, le Japon octroya une indépendance qui resta cependant fictive. Cette situation poussa les nationalistes birmans à se retourner contre leurs protecteurs, en s'associant cette fois avec les forces armées britanniques. Au lendemain de la libération du territoire par ces troupes en mai 1945, Aung San entreprit des discussions avec le gou-

1 *The Strike War (1938)* décrit la situation de la classe ouvrière et son combat contre la compagnie pétrolière de Birmanie (BOC). Écrit par l'ouvrier et militant nationaliste Thakin Po Hla Gyi (1909-1943), il n'a été traduit (en anglais) qu'en 2012.



Gisement pétrolier de la Burma Oil Company au début du 20^e siècle.

vernement de Londres, après avoir pris soin d'écarter de l'alliance politique qu'il avait formée le Parti communiste birman, qui constituait pourtant alors la principale force armée. Ces pourparlers débouchèrent sur un accord en janvier 1947, prélude à des élections qui se tinrent en avril et à l'indépendance de l'Union de Birmanie, proclamée le 4 janvier 1948. Entre-temps, son principal artisan, Aung San, avait été assassiné dans des circonstances encore non élucidées.

L'ARMÉE BIRMANE AU POUVOIR

Pour s'assurer le contrôle de son territoire, le nouveau régime engagea des raids à l'encontre des rebelles communistes et karen, alors aux portes de la ville de Mandalay et de la capitale, Rangoun. Contre le pouvoir central, des groupes armés s'étaient formés en effet parmi certaines minorités, souvent avec l'appui des services secrets des grandes puissances impérialistes, notamment dans les régions frontalières avec la Chine et la Thaïlande où ils pouvaient se livrer à de juteux trafics.

L'armée se posant en garante de l'unité du pays fut « birmanisée », c'est-à-dire épurée. Il en alla de même de la majeure partie de l'économie. Dès sa formation, l'armée prit le contrôle des compagnies étrangères existantes, des banques, des moyens de transport maritimes. Tatmadaw fonda son journal d'information, le *Guardian*, pour relayer sa propagande. L'armée, qui était en même temps un appareil policier s'assurant du pillage organisé des ressources du pays et de l'exploitation de ses travailleurs, a constitué pour les classes dirigeantes birmanes l'ossature du nouvel État et un creuset pour les faibles forces de la bourgeoisie nationale et une autorité à même de préserver par les moyens les plus brutaux une certaine unité territoriale.

Sur le plan politique, la Birmanie, formant une république fédérale, connut une certaine stabilité au cours des années 1950. Mais en 1958, pour écraser les menées séparatistes karen puis shan, le gouvernement central, dominé depuis l'indépendance par U Nu, qui se posait en socialiste modéré et en dirigeant non-aligné sur la scène internationale au-

tant qu'en bouddhiste intranigeant, fit appel au général Ne Win, le chef des forces armées, pour diriger un gouvernement militaire intérimaire. Celui-ci parvint à imposer pour la première fois son contrôle sur la majeure partie du territoire.

L'armée en profita pour renforcer son emprise et ses moyens financiers, en accaparant notamment les fonds de la Société de développement économique de la Birmanie (BEDC) créée quelques années plus tôt. Après avoir engagé des opérations antiguérilla et d'épuration ethnique, emprisonné journalistes et opposants, Ne Win annonça des élections « libres et démocratiques ». Celles-ci furent, à son grand dam, remportées par le parti d'U Nu.

Mais le 2 mars 1962 un coup d'État, engagé au nom de la lutte contre le chaos économique et de nouveaux soulèvements séparatistes au nord-est du pays, remplaça pleinement l'armée au pouvoir. Elle était secondée par d'importantes forces paramilitaires. Ne Win, maître absolu des forces armées birmanes depuis 1949, allait demeurer le chef de la junte pour un quart de siècle.

Farouchement anticommuniste et xénophobe, admirateur du fascisme japonais, Ne Win se revendiqua d'une « voie birmane vers le socialisme ». Une politique marquée par la domination sans partage de l'armée et de ses chefs sur l'État et l'économie, l'instauration d'un parti unique, le Parti du programme socialiste birman (BSPP), et un programme d'autarcie économique. Le tout mêlé d'un fatras de références bouddhistes et astrologiques. Dès 1963, l'ensemble du secteur industriel (y compris les hydrocarbures, l'agriculture, les mines et le bois), de la banque et la quasi-totalité du commerce de détail furent nationalisés. Des centaines de milliers d'Indiens,

de Chinois, d'Anglo-Birmans furent expulsés. Selon l'expression consacrée, un « rideau de bambou » s'était abattu sur le pays.

Après douze ans de pouvoir sans partage, les généraux firent adopter une nouvelle Constitution organisant la transition vers de nouvelles élections à une « Assemblée du peuple ». Tenues en janvier-février 1974, elles servirent de paravent démocratique. Ne Win abandonna symboliquement l'uniforme et le titre de général. Mais l'armée n'était jamais bien loin, y compris lors du référendum qui approuva la nouvelle Constitution : ses soldats occupaient les bureaux de vote et surveillaient les urnes blanches, qui recueillaient les oui, et les noires, destinées aux non. Et cette même année elle écrasa violemment une vague d'émeutes étudiantes auxquelles participèrent certains moines, ainsi que des grèves l'année suivante.

Au milieu des années 1980, le pays demeurait l'un des plus pauvres de la planète, sans véritables infrastructures, sans réseau d'eau potable ni d'électricité. L'espérance de vie y dépassait à peine 50 ans. La démission du vieux dictateur Ne Win en juillet 1987 allait faire vaciller le régime. Certains hauts dirigeants commencèrent à critiquer plus ou moins ouvertement son fonctionnement népotique et le parti unique.

LE SOULÈVEMENT DE 1988

Le 8 août 1988 au matin fut lancée une grève massive contre le régime. Ces manifestations survenaient après que le pouvoir eut décidé quelques mois plus tôt, au motif de la lutte contre le financement des trafiquants et des guérillas, que les billets de 25, 35 et



Manifestation dans le centre de Rangoun, en 1988.

75 kyats, créés deux ans plus tôt, n'avaient plus cours et seraient remplacés par d'autres de 45 et 90 kyats. La conversion étant impossible, la petite et la moyenne bourgeoisies furent ruinées du jour au lendemain. Les étudiants, qui avaient toujours été à la pointe de la contestation, s'engouffrèrent d'autant plus dans le mouvement que cette décision survenait au moment même où ils devaient s'acquitter de leurs droits annuels d'inscription.

La chute du régime philippin de Ferdinand Marcos deux ans auparavant, ainsi que les mouvements populaires à Taïwan et en Corée du Sud encouragèrent les manifestants dans les grandes villes du pays.

Sein Lwin, qui avait succédé à Ne Win, orchestra une répression sanglante, qui fit sans doute plus de 3 000 morts et qui lui valut le surnom de « boucher de Rangoun ». Des étudiants furent fauchés à la mitrailleuse dans leurs cortèges, battus à mort ou noyés.

Le dictateur fut mis sur la touche. Mais cela ne suffit pas à apaiser la population, qui se tourna alors massivement vers Aung San Suu Kyi. Celle-ci avait vécu jusque-là à l'étranger, sans

s'engager dans la vie politique de son pays. Mais elle se trouvait fortuitement en Birmanie, où elle avait été arrêtée. Le lendemain de sa libération, un cortège de 500 000 personnes assista à son premier discours. Aung San Suu Kyi se posait en recours. Elle fut rejointe par de nombreux anciens caciques du régime qui virent en elle une issue politique à la crise.

Mais, le 18 septembre 1988, après une période de flottement, l'armée reprit l'initiative par un nouveau coup d'État. Un Conseil d'État pour la restauration de l'ordre et de la loi (SLORC)² fut mis en place.

Une fois l'ordre rétabli et la primauté des forces armées réaffirmée, le SLORC s'engagea dans une politique ouvertement libérale. Le régime de parti unique fut abandonné dès la fin de l'année 1988, ce qui entraîna la création ou la légalisation de dizaines d'organisations et de partis, dont la Ligue pour la démocratie d'U Nu et d'Aung San Suu Kyi. Celle-ci remporta les élections l'année suivante avec 59 % des voix, ce qui lui assura 80 % des sièges à l'Assemblée. Pour la contourner, les chefs de l'armée convoquèrent une Convention nationale formée

2 L'expression est restée à l'étranger. Mais l'appellation birmane était, comble du cynisme : Conseil pour la construction d'une nation calme et pacifique.

d'une partie de ces élus et de délégués nommés par eux. Elle fut chargée d'élaborer une troisième Constitution. Ce processus allait durer dix-huit ans!

Cela traduisait un nouveau raidissement du commandement militaire, qui conserva tous les leviers de commande et se dota d'une législation très répressive. Empruntant en partie l'arsenal de lois créé par l'ancienne puissance coloniale, elle interdisait notamment toute organisation syndicale indépendante. Aung San Suu Kyi, auréolée depuis 1991 d'un prix Nobel de la paix, fut placée à plusieurs reprises en résidence surveillée au cours de la décennie suivante. Il fallut attendre 2003 pour que le principal dirigeant de la junte, Khin Nyunt, expose une « feuille de route vers une démocratie disciplinée » devant un parterre de diplomates et d'observateurs internationaux. Cette appellation en disait long sur la volonté des militaires d'encadrer très strictement une éventuelle transition démocratique. Cette orientation ouvrit toutefois la voie, après trois ans de discussions, à une deuxième Convention nationale et à l'adoption d'une nouvelle Constitution (encore en place aujourd'hui) qui garantissait aux militaires un pouvoir de contrôle sur l'État et les lois à venir.

Sur le plan économique, le régime rejeta la prétendue « voie birmane vers le socialisme » et s'affirma « ouvert sur le monde », en prenant en modèle Singapour, la Thaïlande ou la Malaisie. Afin d'améliorer son image extérieure, et d'obtenir la levée des sanctions imposées par l'Europe et les États-Unis, le SLORC se mua en Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC) en

1997. La même année, la Birmanie rejoignit l'ASEAN³. Les entreprises publiques furent progressivement privatisées tout en restant souvent dans les mains d'une partie des officiers supérieurs et des banques que contrôlaient ces derniers. On fit appel aux investisseurs étrangers afin qu'ils « participent au développement » du pays dans le cadre de sociétés à capitaux mixtes birmans-étrangers. Pour les généraux, c'était élargir leurs possibilités d'enrichissement, mais en même temps un risque: concéder aux vautours du capital un droit de pillage sur les ressources naturelles du pays et ses industries. Total se jeta parmi les premiers sur les gisements d'hydrocarbures, suivi par Chevron, Shell ou ConocoPhillips.

L'OUVERTURE ÉCONOMIQUE ET L'INTÉGRATION DANS LE COMMERCE MONDIAL

L'entrée des capitaux étrangers, si elle a accéléré l'enrichissement des magnats des affaires et autres « copains-co-

quins », haïs par la population⁴, fut loin de sortir le pays du sous-développement. La moitié de la population survivait alors avec moins d'un dollar par jour et le pays était classé au 161^e rang mondial en termes de PIB par habitant. En août 2007, la situation devint insoutenable après la décision du pouvoir d'augmenter de 100 % les prix du pétrole et de 500 % ceux du gaz naturel. Ceux des transports en commun doublèrent du jour au lendemain, affectant durement les fonctionnaires ou petits employés des centres-villes résidant pour la plupart dans les banlieues éloignées. Six mois plus tard, le prix de l'électricité fut multiplié par dix ! La crise frappa à leur tour les moines et les monastères bouddhistes, qui vivent essentiellement des dons des croyants. En septembre 2007, ils furent nombreux à descendre dans les rues et à défier le régime qui avait tout fait pourtant durant des décennies pour encadrer les 350 000 moines du pays et les associer à sa propagande. La répression de cette prétendue « révolution safran » fit plusieurs dizaines de victimes. L'année suivante,



Plateforme du groupe Total autour du gisement de Yadana.

3 L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est regroupe depuis 1967 les principales puissances économiques de la région alliées des États-Unis.

4 L'expression anglaise est *cronies*, qui veut dire « copains », mais elle renvoie au clientélisme et au népotisme qui règnent. Parmi eux, figurent les magnats du BTP comme Khin Shwe et Steven Law ou Tay Za, devenu l'homme le plus riche de Birmanie par le commerce du bois tropical. Beaucoup sont également liés au trafic de drogue.



FRONTIER MYANMAR

Mines de Jade : des travailleurs cherchent des résidus du minerai dans les déchets de l'exploitation industrielle.

en l'absence d'un système de prévention et d'alerte, et en raison de l'incurie de la junte, le cyclone Nargis fit sans doute 200 000 morts et des centaines de milliers de sans-abri. Les conséquences auraient pu être plus catastrophiques encore sans l'entraide et la mobilisation de la population.

L'ouverture du pays et de ses terres agricoles aux entreprises et aux capitaux étrangers s'accéléra cependant dans la décennie suivante, notamment dans le domaine des hydrocarbures, des mines et du textile. Depuis 1992, Total exploite ainsi au large des côtes birmanes une partie du champ gazier de Yadana, dont la production est acheminée en Thaïlande via un gazoduc sous-marin. Plusieurs dizaines de multinationales, comme Unocal (aujourd'hui Chevron), Petronas, Posco, Lafarge, Canal + ou le groupe Accor, se sont installées, le plus souvent en nouant des liens financiers, directs ou indirects, avec l'armée birmane et ses hol-

dings via des sociétés offshore. Le résultat est que la place de l'armée et de ses deux principaux conglomérats, MEHL (Myanmar Economic Holding Limited) et MEC (Myanmar Economic Corporation), reste considérable⁵.

C'est vrai en particulier dans l'exploitation du jade (90 % de la production mondiale) et des rubis pour laquelle travaillent, dans des conditions proches du travail forcé, environ 400 000 mineurs⁶. Mais c'est le secteur de l'industrie textile qui a le plus profité de la réintégration de la Birmanie dans le commerce mondial : elle emploie environ 350 000 salariés, majoritairement des femmes.

Cet essor a été marqué par le lancement de plusieurs zones économiques spéciales, nécessitant l'expulsion de dizaines de milliers de paysans et conçues pour servir au mieux les intérêts des capitaux venant principalement du Japon, de Thaïlande, d'Inde ou de Corée. Les investissements étrangers

sont passés de 1,4 milliard de dollars en 2012 à 9,5 milliards en 2015.

Ce mouvement s'est accompagné à partir de 2011 d'un énième retrait des militaires de l'avant-scène. À la suite de la victoire électorale écrasante de la LND en novembre 2015, la junte choisit cette fois de faire appel à ce parti. Au printemps suivant, Htin Kyaw devint président de la République, tandis qu'Aung San Suu Kyi fut nommée ministre du Conseil d'État, l'équivalent de Premier ministre. Ce choix était destiné à rassurer les investisseurs étrangers et permit d'obtenir la levée des dernières sanctions économiques qui en limitaient quelque peu l'action. Aung San Suu Kyi défendait de longue date cette ouverture, condition selon elle de tout développement économique. À des paysans expropriés par le projet géant de mine de cuivre à Letpadaung, elle avait expliqué que c'était « pour le bien du pays » et que céder aux ma-

5 Entre 1990 et 2011, le seul conglomérat MEHL aurait distribué 18 milliards de dollars de dividendes aux militaires en activité ou retraités.

6 Chiffre auquel il faudrait ajouter tous les mineurs et ramasseurs de minerai clandestins. Documents de la Banque mondiale sur la Birmanie (<https://data.worldbank.org/country/myanmar>). Sur les conditions de travail, consulter le rapport n° 91, *Overlooked and undermined*, de l'association Swedwatch (juin 2018). En 2014, les revenus tirés du jade représentaient la moitié du PNB du pays (rapport de Global Witness, octobre 2015).

FRONTIER MYANMAR



2016 : Aung San Suu Kyi aux côtés de Min Aung Hlaing, chef des armées et principal instigateur du coup d'État de février 2021.

REUTERS



Des villageois protestent contre l'ouverture de la mine de cuivre de Leptadaung en 2013.

REUTERS



Dans un camp de réfugiés rohingyas en 2018.

nifestants aurait « effrayé le capital étranger »⁷. Une loi sur les investissements, en 2016, mit fin au système protégeant en partie les entreprises nationales. Une autre, deux ans plus tard, sur les entreprises, qui ouvrait des secteurs jusque-là

fermés aux capitaux étrangers, est peut-être à l'origine de la réaction de la caste militaire qui a toujours craint de perdre sa part des richesses produites.

La nature de la collaboration d'Aung San Suu Kyi avec les militaires, qu'en parvenant au pouvoir elle avait assurés de l'impunité totale pour leurs crimes passés, fut dévoilée aux yeux de l'opinion publique occidentale, à laquelle on avait jusque-là livré la vision d'une combattante pour la démocratie, voire d'une quasi-sainte, lors des opérations d'épuration ethnique contre les Rohingyas. La politique de terreur contre cette minorité, majoritairement musulmane et à laquelle la Birmanie refuse la citoyenneté depuis 1982, a fait de nombreuses victimes et provoqué le départ vers le Bangladesh, dans des conditions dramatiques, de près d'un million de personnes entre septembre 2017 et juin 2018⁸. Quant à la classe ou-

vrière, son sort n'était pas davantage la préoccupation de ce gouvernement prétendument démocratique.

LA SITUATION DE LA CLASSE LABORIEUSE

Postuler à un emploi nécessite souvent la présentation de lettres de recommandation de la police, de l'administrateur du quartier, un certificat médical ainsi que d'autres documents difficiles à obtenir. La plupart des contrats de travail, lorsqu'ils existent, sont fournis des mois après l'embauche et ne contiennent aucune information claire sur les droits des salariés. Les fiches de paie sont elles aussi inexistantes ou incompréhensibles et souvent rédigées en anglais.

Un salaire minimum a bien été introduit en 2015, après des années d'hésitation et de chantage des entreprises affirmant qu'elles fermeraient leurs portes. La loi impose qu'il soit révisé tous les deux ans. En 2018, son montant est passé de 3600 kyats (moins de 2 euros par jour) à 4800 kyats (environ 90 euros par mois), bien moins encore qu'au Laos, au Cambodge ou au Vietnam. Mais nombre de travailleurs touchent moins car les patrons déclarent leurs salariés comme apprentis, en période d'essai (pendant laquelle ils ne sont pas tenus de verser ce minimum) ou comme journaliers. Les patrons imposent en outre des objectifs de production si élevés qu'ils sont impossibles à atteindre et donnent lieu à de multiples amendes. Les heures supplémentaires, si ce concept a même un sens tant les travailleurs sont corvéables à merci dans certaines entreprises, ne sont souvent pas versées, ou

7 Sur cette mine et la répression qui s'est abattue sur ses opposants, se reporter notamment aux dossiers d'Amnesty International de 2015 et 2017.

8 La répression a été encouragée également par une partie du clergé bouddhiste. L'un de ses éléments les plus extrémistes, Ashin Wirathu et son mouvement MaBaTha, ont fait l'objet d'un documentaire par Barbet Schroeder, *Le Vénérable W.*



Usine de confection.

alors partiellement. Les entreprises peuvent également augmenter le prix de location des auberges où certains travailleurs sont contraints de s'entasser s'ils veulent arriver à l'heure au travail, ou faute de transports en commun après une certaine heure. Tout est prétexte pour priver les travailleurs de ce salaire de misère : déductions pour charges sociales, pour l'hébergement, pour la nourriture fournie, pénalités pour absentéisme ou pour avoir pris un jour de congé, pourtant autorisé par la loi. Aux traitements dégradants, aux humiliations s'ajoute le harcèlement envers la main-d'œuvre, majoritairement féminine et mineure, dans les usines textiles notamment.

LA RENAISSANCE DU DROIT SYNDICAL ET DES LUTTES

Entre 1962 et 2011, les travailleurs ont été privés de tout droit syndical et d'expression. Des organisations ont toutefois maintenu une activité dans la clandestinité, malgré les relais dont la police bénéficiait à tous les niveaux, les arrestations et la torture. Une Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB)⁹ a été créée en 1991 en Thaïlande par des exilés ayant

participé aux événements de 1988. Elle a été officiellement reconnue par le pouvoir durant la dernière décennie, période pendant laquelle des syndicalistes ont été également libérés et des dispositions légales ont été introduites, avec la collaboration de l'Organisation internationale du travail, dans l'espoir d'encadrer les organisations indépendantes de la classe ouvrière et d'en limiter l'influence. Des fédérations se sont constituées, regroupant les travailleurs issus de certaines minorités dans plusieurs régions périphériques.

L'exercice du droit syndical est resté cependant très limité et sous la menace du pouvoir, qui a conservé le droit de refuser ou d'annuler l'enregistrement d'un syndicat, mais aussi des milices et des gangsters protégeant les patrons. La junte et les officiers généraux sont, en outre, présents dans les conseils d'administration de la plupart des entreprises, et en siphonnent une partie des bénéfices d'une façon ou d'une autre. La loi a imposé de multiples contraintes pour qu'un syndicat soit reconnu et que soit mis en place un comité de coordination d'usine (qui réunit de façon paritaire délégués des travailleurs et des employeurs). Tous ses membres

doivent fournir une photocopie de leur carte d'identité, ce que les autorités refusent parfois tout bonnement de délivrer. La grève n'est autorisée que dans certaines conditions, pour les seuls conflits internes à l'entreprise et dans un certain périmètre. Dans les faits, beaucoup de travailleurs ont été licenciés après avoir fait grève. Malgré tous ces obstacles, la classe ouvrière a participé, notamment dans les zones industrielles concentrées autour de l'ancienne capitale Rangoun¹⁰, de ce « réveil ouvrier » qui a ébranlé toute une partie de l'Asie dans la période récente.

La pandémie, suivie de l'annulation des commandes par les grandes sociétés, a entraîné au cours du premier semestre 2020 la fermeture de dizaines d'entreprises, en particulier dans le secteur manufacturier textile qui en compte plusieurs centaines. Leurs travailleurs, en premier lieu les journaliers et ceux sous contrat temporaire, en période d'essai ou en apprentissage, se sont retrouvés sans aucune source de revenus. Quant aux travailleurs du secteur dit informel, ils ont été jetés à la rue. Seuls ceux qui travaillaient depuis trois ans dans la même entreprise pouvaient bénéficier d'une aide minime. Pour les ouvriers qui conservèrent leur travail, ce fut avec des horaires et donc des salaires réduits, et avec des congés sans solde imposés.

Les licenciements ne se sont cependant pas déroulés sans réaction, comme l'a montré fin mars 2020 la grève des travailleurs de l'usine de fabrication de vêtements MMRD près de Rangoun.

La crise a servi de prétexte aux patrons pour intensifier la répression syndicale, au moment même où ces jeunes

9 Ou Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM) : le Myanmar est le nom officiel de la Birmanie depuis 2010.

10 En 2005, la junte a décidé de transférer la capitale fédérale à Naypyidaw, au centre du pays. L'ancienne Rangoun a pris le nom de Yangoun.

organisations commençaient à critiquer les conditions de travail imposées. Beaucoup de militants ont alors été licenciés.

LE COUP D'ÉTAT ET LA RÉACTION OUVRIÈRE

Le coup d'État du 1^{er} février, marqué par l'arrestation d'Aung San Suu Kyi et par le retour au premier plan de la caste militaire, a entraîné une mobilisation importante de la population. Outre les manifestations de soutien à celle qui avait dirigé le pays avec les militaires depuis cinq ans et à son parti, elle a été accompagnée par une vague de grèves. Dès le 2 février, les médecins et le personnel des hôpitaux cessèrent le travail. Les travailleurs de plusieurs grandes entreprises, dont la société d'hydrocarbures Myanmar Oil and Gas Enterprise, la compagnie aérienne Myanmar National Airlines, mais aussi ceux des mines et des ouvriers du bâtiment et de la confection se mirent en grève. Les transports par camions et les ports furent largement paralysés. Début avril, des cheminots furent frappés et chassés de leur logement et certains contraints à travailler sous la menace des militaires. Malgré les assassinats et les arrestations, la grève était toujours active dans certains secteurs à la fin avril, tandis que la hausse des prix des denrées de première nécessité menace désormais de famine plusieurs



Manifestants contre Total et sa complicité avec la dictature après le coup d'État du 1^{er} février 2021.

millions d'habitants. Une partie des militants de la grève les plus déterminés refusent encore de percevoir le moindre salaire qui serait versé par la junte. Beaucoup de travailleurs impliqués dans le mouvement du printemps sont désormais sur les listes noires du patronat.

La rage d'une partie de la population est telle que certains observateurs évoquent le spectre d'une guerre civile, tandis que plusieurs guérillas, formées sur des bases ethniques, ont repris les armes.

Dans cette situation lourde de menaces, la classe ouvrière possède des forces importantes. Elle est la seule classe à même d'entraîner tous les exploités, quelles que soient leurs origines ou leurs croyances, dans

un combat commun : pour imposer les droits démocratiques bafoués par la junte durant des décennies, mais aussi contre les capitalistes que les généraux protègent et avec lesquels ils collaborent et s'enrichissent. Pour prendre conscience de ses intérêts et engager ce combat, elle aura à affirmer ses propres intérêts et à construire ses propres organisations, son propre parti. C'est la seule façon pour les exploités de ne pas devenir un simple appendice du gouvernement d'union nationale qui s'est constitué en dehors du pays autour de la LND au nom de la défense des droits civiques et d'Aung San Suu Kyi, dont le procès s'est ouvert le 14 juin.

16 juin 2021



Génocide au Rwanda : vingt-sept ans de mensonges et de déni sur la complicité de la France

Vingt-sept ans après les faits, l'État français, qui a toujours nié sa complicité dans le génocide contre les Tutsis perpétré au Rwanda en avril-juin 1994, vient enfin, par la bouche de Macron, de reconnaître une toute petite partie de ses responsabilités criminelles. En effet, le 27 mai 2021, Macron a prononcé un discours à Kigali, devant un mémorial dédié aux 800 000 victimes de ce génocide, dans lequel il a pesé chacun de ses mots pour admettre des « erreurs » et des « responsabilités accablantes », sans toutefois reconnaître le vrai rôle de l'État français.

Ces paroles hypocrites n'ont rien à voir ni avec la justice ni avec la vérité dues aux victimes, mais viennent uniquement de la volonté des capitalistes français de retrouver leurs positions perdues en 1994, dans ce pays d'Afrique centrale. Le Rwanda est d'autant plus important économiquement qu'il est le voisin direct de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), qui regorge de ressources minières, comme le cuivre, l'or ou le coltan, indispensable notamment dans la fabrication des téléphones portables. Ainsi Macron est arrivé à s'entendre avec Paul Kagame, l'actuel dirigeant du Rwanda, pour solder à bon compte la question du rôle de la France dans le génocide.

LA DÉFENSE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SOUS COUVERT D'UN RAPPORT D'HISTORIENS

Pour arriver à ses fins, Macron avait préparé le ter-

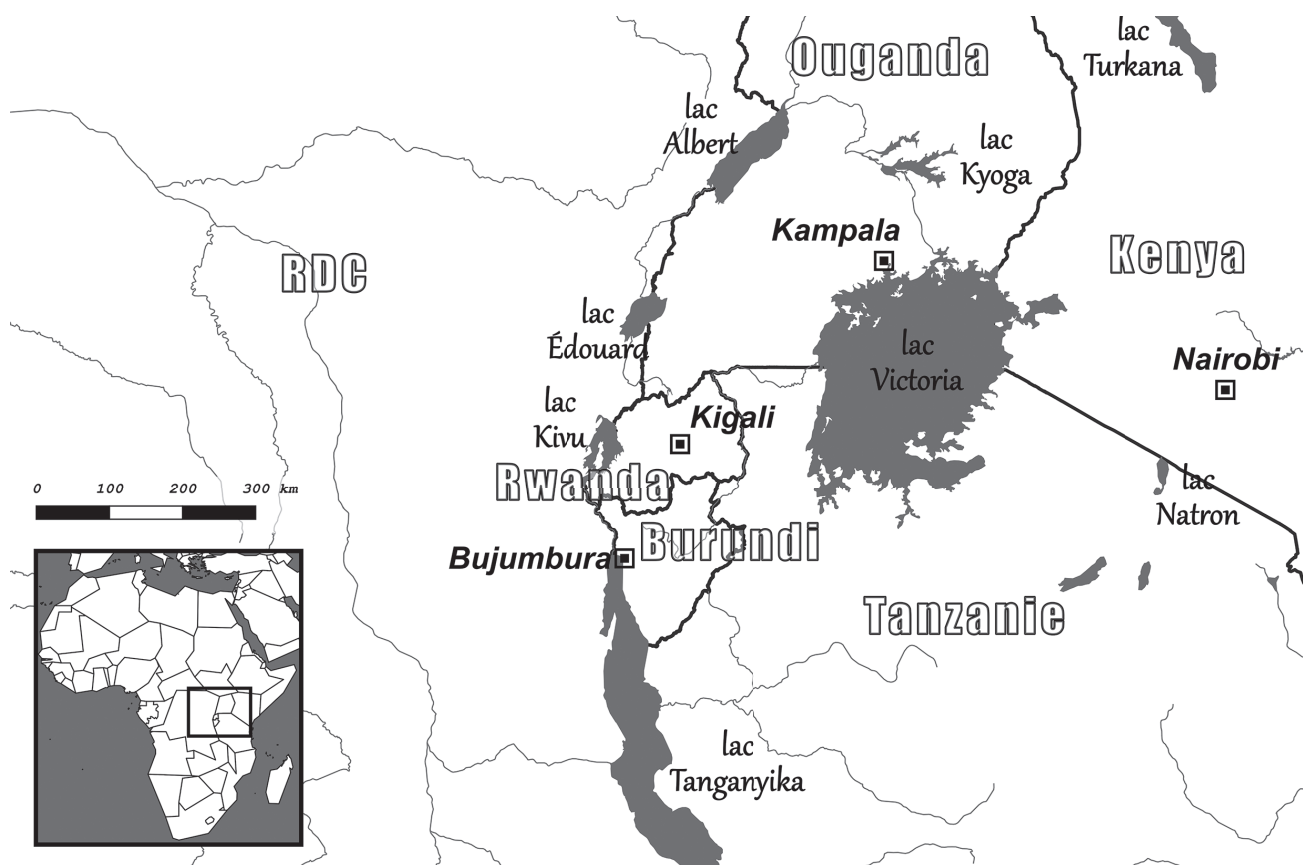
rain. Il y a deux ans, il décida de former une commission d'historiens et de spécialistes du droit, chargée d'établir un bilan sur la question de la responsabilité française dans le génocide au Rwanda. La manière dont cette commission fut composée témoignait déjà du but recherché : reconnaître sans reconnaître, quitte à jongler avec la vérité. Parmi ses membres, aucun historien spécialiste du Rwanda, ni même de l'Afrique. L'historienne Julie d'Andurain, initialement sélectionnée, dut quitter cette commission, parce qu'elle était trop connue pour sa défense d'une thèse négationniste qui invoque un prétendu « double génocide » en 1994 au Rwanda, pour renvoyer victimes et bourreaux dos à dos. D'autres, comme Annette Wieviorka, spécialiste de la Shoah, sont partis parce qu'ils refusaient de participer à cette escroquerie.

En mars 2021, cette commission accoucha donc du rapport dit Duclert, du nom de son responsable, Vincent Duclert,

inspecteur général de l'Éducation nationale et chargé de conférences à l'ENA entre 2002 et 2005. Ce rapport de mille pages, taillé sur mesure, affecte de reconnaître certains faits déjà largement prouvés, tout en niant le principal : la complicité de génocide. Il recycle ainsi le concept éculé de « responsables mais pas coupables »¹.

Ce rapport admet des « *responsabilités accablantes* », des erreurs, mais innocente la France en arguant qu'elle n'a pas eu « *la volonté de s'associer à l'entreprise génocidaire* ». Pour ces spécialistes du droit, qui n'ont pas été choisis sans raison, la France n'est donc pas coupable, car ce n'est pas elle qui a voulu perpétrer ce génocide ! Mais, étant bien obligés d'admettre qu'elle a soutenu un régime génocidaire, ils trouvent une explication dans une vision « *binaires opposant d'une part l'ami hutu [...] et de l'autre l'ennemi qualifié de ougando-tutsi* », pour désigner le Front patriotique rwandais (FPR), parti opposant au pou-

1 C'est ainsi que s'était qualifiée en 1991 l'ex-ministre Georgina Dufoix, mise en cause avec Laurent Fabius et Edmond Hervé dans l'affaire du sang contaminé.



Le Rwanda, dans la région des Grands Lacs.

voir en place et qui renversa celui-ci en mettant ainsi fin au génocide. La France serait « *demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide par les éléments les plus radicaux du régime* », ce qui expliquerait qu'« *au moment du génocide, elle a tardé à rompre avec le gouvernement intermédiaire qui le réalisait* ». En somme, ces historiens veulent faire croire que le gouvernement français de l'époque n'a pas vu qu'un génocide se préparait, par aveuglement idéologique. Dans cette logique, le principal axe du rapport est d'expliquer ces liens tenaces entre la France et le régime rwandais, avant et pendant le génocide, non par un choix politique conscient de l'ensemble des gouvernants, mais par « *l'aveuglement idéologique de François Mitterrand (président en 1994) et de ses conseillers, imposé au reste de l'appareil d'État* ».

Macron a donc trouvé le biais parfait pour admettre une certaine responsabilité de la France en 1994, en dis-

culpant en même temps la politique criminelle de la France en Afrique. Tout serait de la faute de Mitterrand, qui a l'énorme avantage... d'être mort.

Mais, pour mesurer à quel point la responsabilité de l'État français est entière dans cette complicité avec des génocidaires, il faut rappeler la composition du gouvernement français incriminé. Il s'agissait d'un gouvernement de cohabitation, sous la présidence de Mitterrand, avec Édouard Balladur comme Premier ministre et Alain Juppé comme ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin dirigeant le cabinet de ce dernier. François Léotard était ministre des Armées. Dans cette cohorte figuraient aussi : Simone Veil aux Affaires sociales, dont l'histoire ne peut accrédi- ter la thèse de la grande naïveté sur la question d'un génocide ; Charles Pasqua à l'Intérieur ; François Bayrou à l'Éducation nationale ; et François Fillon à l'Enseignement supérieur. Le jeune Sarkozy était porte-parole du gouvernement,

et Hubert Védrine secrétaire général de l'Élysée. Il s'agissait donc de politiciens chevronnés de gauche et de droite, difficiles à faire passer pour des enfants de chœur naïfs, aveugles et influençables.

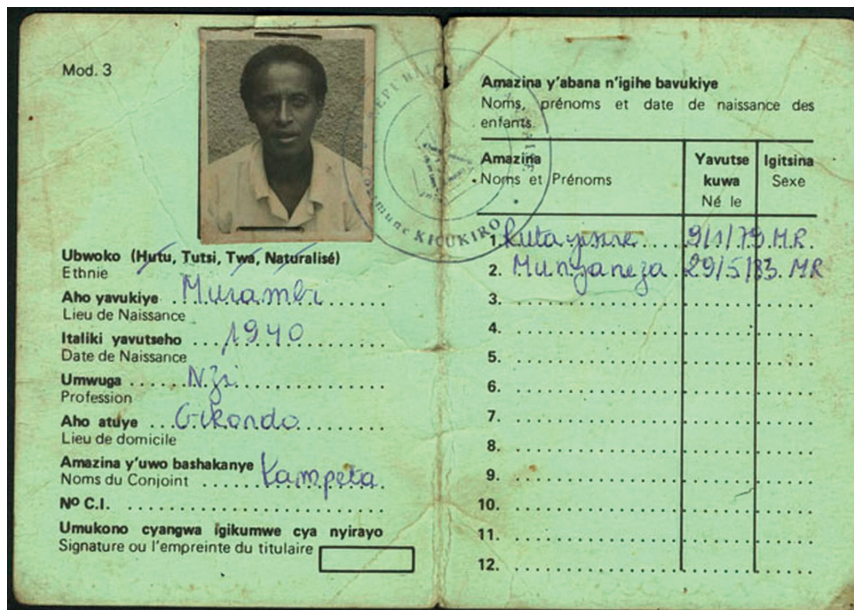
Pour comprendre dans toute son ampleur le caractère mensonger de ce rapport, la volonté politique de disculper l'impérialisme français qu'il trahit, il faut revenir sur les faits et la réalité des liens entre la France et le Rwanda avant 1994.

LA COMPLICITÉ DE LA FRANCE AVEC LES GÉNOCIDAIRES : UNE VIEILLE HISTOIRE

Le Rwanda était une ancienne colonie allemande, puis belge. Comme dans bien d'autres colonies, les divers colonisateurs y avaient mené une politique de division de la population, basée sur l'ethnisme. Ils utilisèrent les différences entre les Hutus cultivateurs et les Tutsis éleveurs, qui par-

tageaient pourtant la même langue, pour favoriser le cloisonnement de la population en trois ethnies : Tutsis, Hutus et Batwas. En 1931, le pouvoir colonial belge imposa des cartes d'identité mentionnant cette appartenance ethnique. Cela pour diviser et jouer les populations les unes contre les autres, afin de consolider sa domination coloniale. Durant des décennies, les colons belges privilégièrent les Tutsis et se servirent d'eux pour maintenir l'ordre colonial. Mais au moment de la décolonisation, à la fin des années 1950, pour affaiblir le futur pouvoir indépendant rwandais, ils renversèrent la situation et favorisèrent l'arrivée au pouvoir d'un parti hutu. La décolonisation prit donc un tour de confrontation entre Hutus et Tutsis. Et quand ces politiciens hutus constituèrent le nouvel État rwandais indépendant, ils firent de l'ethnisme et de la répression contre les Tutsis une ressource politique et un ciment de leur pouvoir.

En 1973, Juvénal Habyarimana arriva au pouvoir au Rwanda par un coup d'État. Il mit en place une dictature féroce. La population hutue fut forcée d'adhérer au parti présidentiel, suprématisiste hutu. Ni la répres-



Carte d'identité rwandaise : l'ethnie est mentionnée sur la première ligne, sous la photo.

sion accrue contre les Tutsis, ni les massacres perpétrés, ni l'exil forcé de ces populations n'empêchèrent la France de devenir l'alliée de ce régime, après avoir peu à peu évincé la Belgique. La coopération militaire et politique accrue date de cette époque, sous la présidence de Georges Pompidou.

À partir de 1990, le régime de Habyarimana fut mis à mal par la famine qui sévissait et par les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale. Le régime s'affaiblissait et l'opposition se renforçait.

Des militants politiques issus des Tutsis chassés à l'étranger avaient formé depuis l'Ouganda une guérilla, le FPR, avec la volonté de renverser le pouvoir en place au Rwanda. En 1990, ils lancèrent la guerre contre ce régime affaibli. La France augmenta alors son aide militaire, stratégique et politique au régime.

Des militaires français vinrent au Rwanda pour former et encadrer l'armée. Des armes y furent envoyées massivement. Pendant ce temps, pour enrayer l'avancée du FPR, le régime de Habyarimana reprit avec encore plus d'ampleur sa politique de massacre des Tutsis. Des milices furent constituées, les Interahamwe, formées à assassiner des opposants et des Tutsis. Et le processus de préparation du génocide se mit en place. Car un génocide n'est pas une explosion de violence soudaine et inattendue d'une fraction de la population mue par la haine raciste contre une autre. Tous les génocides de l'histoire ont été organisés, préparés, anticipés par des pouvoirs étatiques, à des fins politiques. L'embrigadement de la population en est un élément mais souvent pas la cause. Entre 1990 et 1994, les



lupa

massacres se multiplièrent au Rwanda. La propagande raciste et meurtrière se faisait ouvertement dans les médias rwandais, et en particulier dans l'ignoble radio-télévision libre des Mille Collines (RTLM). Des listes de Tutsis et d'opposants à assassiner furent établies, leurs maisons marquées.

Des diplomates, des militaires, des membres des services secrets, des journalistes français alertèrent les autorités françaises. Rien n'était secret pour l'exécutif français, tous savaient ce qui se tramait. Il n'a pu y avoir aucun aveuglement. Si la France a choisi de tout faire, jusqu'au soutien au génocide, pour éviter la chute du régime de Habyarimana, ce n'est ni par naïveté ni par imprégnation d'idéologie raciste, même si les politiciens français en sont imbibés. La raison essentielle fut la volonté de garder sa place dans cette région des Grands Lacs pour les intérêts économiques de ses capitalistes. S'y ajoutait la nécessité pour l'État français de montrer à ses autres alliés africains qu'elle n'abandonnait pas les dictateurs qui l'aidaient à rester une puissance dominante en Afrique. Si Balladur

et d'autres s'affrontèrent avec Mitterrand sur cette question politique, sans pour autant démissionner ou la dénoncer, cela n'avait rien à voir avec un quelconque refus de soutenir des dictateurs et des massacres. Ils préconisaient juste d'autres choix pour maintenir la domination française dans cette partie du monde. En particulier en acceptant la coopération avec l'impérialisme américain qui soutenait le FPR.

Pour régler la situation du Rwanda, les grandes puissances voulurent imposer des négociations au gouvernement rwandais et au FPR, afin de constituer un gouvernement de coalition. Celles-ci durèrent de juin 1992 à août 1993. L'ONU envoya des troupes au Rwanda pour veiller à l'application des accords qui en résultèrent, accords dits d'Arusha, et remplacer les troupes françaises. Seuls quelques conseillers militaires français restèrent sur place à partir de décembre 1993. Mais les extrémistes du régime rwandais ne voulaient pas de ces accords et commençaient donc à rejeter Habyarimana.

Le 7 avril 1994, l'avion transportant le dictateur Habyari-

mana et son homologue du Burundi fut abattu. Le FPR fut immédiatement accusé, alors que dès cette époque il y avait toutes les raisons d'incriminer le camp même du dictateur et que, depuis, bien des éléments tendent en effet à confirmer et à prouver l'implication des forces rwandaises, voire françaises, dans cet attentat. Le soir même, les rues de la capitale furent envahies par les milices Interahamwe, accompagnées de militaires et de gendarmes rwandais formés par la France, qui commencèrent le génocide planifié de longue date.

Le génocide dura cent jours, faisant près d'un million de victimes. S'il fut préparé par le régime de Habyarimana, c'est un nouveau gouvernement encore plus extrémiste qui prit, à partir du 7 avril, les rênes du pouvoir, après avoir été formé dans les salons de l'ambassade française à Kigali sous les yeux de l'ambassadeur. Sur les barrages, les miliciens filtrent les passants et exécutent ceux dont la carte d'identité indique leur appartenance à l'ethnie tutsie. Les miliciens obligent bien des habitants hutus à participer à ces massacres, pour creuser le fossé de sang dont ils ont besoin afin de maintenir leur pouvoir. Mais ce génocide n'aura pas été qu'un génocide de « voisins », comme certains commentateurs occidentaux le feront croire. La radio des Mille Collines donne chaque jour la liste et les adresses de ceux à assassiner. Partout dans le pays, des notables, des médecins, des bourgmestres, des prêtres regroupent les Tutsis dans des églises, des écoles, des stades, pour faciliter leur extermination. L'ensemble de l'appareil d'État rwandais était préparé à agir. En quelques semaines le pays, les rues, les fossés sont remplis de cadavres. L'odeur de la mort envahit tout.

Pendant ce temps, les officiers de l'ONU décident de quitter le



Une fosse commune de Tutsis massacrés dans la région de Kigali. Rwanda, juillet 1994.

pays. Si la veuve de Habyarimana est exfiltrée et accueillie en France, les Tutsis travaillant pour les organismes internationaux sont abandonnés. Bien des survivants accuseront des militaires français d'avoir été présents sur les barrages. Des banques françaises, dont la BNP, ont fourni l'argent nécessaire aux achats d'armes, malgré l'embargo international.

Et tout cela pourquoi ? Parce que le gouvernement français voulait éviter à tout prix la victoire du FPR, qui risquait de signifier l'emprise anglo-américaine sur le Rwanda et la perte d'influence de la France. C'était cela, le moteur. C'est d'ailleurs quand l'avancée du FPR devint inéluctable que Mitterrand imposa une nouvelle intervention française. Le 22 juin 1994, avec l'accord de l'ONU, la prétendue opération humanitaire baptisée Turquoise débutait. Après avoir accusé le FPR de massacrer les Hutus, et donc avoir inventé la thèse mensongère d'un « double génocide », le pouvoir français envoya 2 500 militaires français et 500 venus d'autres pays africains. Il s'agissait en réalité de protéger la retraite des génocidaires vers le Zaïre voisin. Ceux-ci ne furent même pas désarmés et purent ainsi contrôler les camps de réfugiés qui se formaient à la frontière. L'opération Turquoise ne visait pas à sauver les victimes du gé-

nocide et sur le terrain, des militaires s'en rendirent compte assez vite. Le 27 juin 1994, des militaires français alertés par des journalistes découvrirent dans les collines de Bisesero quelques dizaines de rescapés tutsis. Ceux-ci étaient affamés et encerclés par les génocidaires. Les militaires qui demandèrent l'autorisation de leur porter secours ne la reçurent jamais. Quand ils retournèrent quand même trois jours plus tard dans les collines, il ne leur resta plus qu'à constater l'assassinat de la moitié des Tutsis. L'un de ces militaires présents à Bisesero dénonça ces faits des années plus tard.

L'opération Turquoise permit la création de poches de milices rwandaises au Zaïre, à l'intérieur des camps de réfugiés. Cela fut un élément important du développement de la guerre qui dure depuis plus de vingt ans dans ce pays, devenu en 1997 la République démocratique du Congo. Mais il s'agit là d'un autre méfait de l'impérialisme.

Pendant toute la période du génocide, la presse française nia farouchement les faits, parlant « des génocides », mentant sur les responsabilités françaises. Le quotidien *Le Monde* excella dans ce négationnisme. Et si en vingt-sept ans certains faits finirent par être mis

au grand jour, ce fut grâce à l'acharnement de militants, de journalistes, de survivants et de quelques militaires horrifiés du rôle qu'on leur avait imposé, mais pas grâce aux institutions françaises, ni à la justice française.

Alors, quand le rapport Duclert fait porter toute la responsabilité de la politique française au Rwanda sur les épaules de Mitterrand, il se contente d'obéir aux ordres. Non pas que Mitterrand ne fût pas coupable. Mais sa politique n'était pas dictée par ses convictions personnelles. Mitterrand incarnait la Françafrique, comme de Gaulle avant lui, parce que, en homme d'État responsable devant la bourgeoisie française, il sut toujours mener une politique permettant le pillage de l'Afrique et l'exploitation de ses populations pour les profits des capitalistes comme Bolloré, Orange, Bouygues, Total et tant d'autres. Et cette politique de l'État français pour la défense de ses capitalistes a été menée par tous les gouvernants, quoi qu'il en coûte.

LA CULPABILITÉ DE MITTERRAND ET CELLE DE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE

Quant à Mitterrand, homme d'État en place qui mena à ce moment-là la politique de l'impérialisme français, il avait été taillé pour ce rôle.

Sa vie politique avait débuté dans l'organisation d'extrême droite des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque. Pendant la guerre, il travailla avec le gouvernement de Vichy, tout en aidant la Résistance. On voit qu'il savait déjà s'inscrire dans la défense de l'État français en toutes circonstances. Après 1945, il fut onze fois ministre dans les gouvernements de la IV^e République. Il serait long de lister ses interventions pour



Quelques Tutsis rescapés du massacre des collines de Bisesero, fin juin 1994.

sauver des industriels comme Bettencourt (propriétaire de L'Oréal) ou d'autres bourgeois accusés de collaboration avec le nazisme. À partir des années 1950, il participa activement à la politique coloniale française. Il négocia directement avec Houphouët-Boigny pour que celui-ci rompe avec le Parti communiste français et se rapproche de l'administration française, ce qui aida la France à préparer son installation au pouvoir en Côte d'Ivoire au moment de l'indépendance.

En 1952, il fut chargé de préparer l'indépendance de la Tunisie, ce qui signifiait y créer les conditions du maintien de la domination française post-coloniale. Avec Pierre Mendès-France, il développa l'idée d'une politique d'indépendance des colonies africaines, tout en préservant une monnaie, une défense et une politique étrangère communes avec la France. Il préparait ce qu'on appellera plus tard la Françafrique, avant que de Gaulle ne la mît en place.

En 1954, il était ministre de l'Intérieur pendant les accords de Genève pour l'indépendance de l'Indochine. Puis, le 12 novembre 1954, au lendemain du déclenchement de la guerre d'Algérie, il proclama à la tribune de l'Assemblée nationale : «*La rébellion algérienne ne peut trouver qu'une forme terminale : la guerre [...]. L'Algérie, c'est la France.*» En 1956, il fut nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet, qui intensifia la guerre. C'est lui qui refusa la grâce du militant communiste algérien Fernand Iveton, accusé d'un attentat qui n'avait fait aucun mort. Et c'est lui qui signa la loi de mars 1956 accordant les pleins pouvoirs aux militaires en Algérie, prélude au développement de la torture.

Tout ce passé ne l'empêcha pas de faire main basse sur le Parti socialiste et de devenir le



Sommet franco-africain de Biarritz en novembre 1994, autour de Mitterrand et de son premier ministre Balladur.

politicien que toutes les forces politiques de gauche firent élire en 1981. Une fois au pouvoir, il put poursuivre la politique de défense des intérêts des capitalistes français dans les anciennes colonies, initiée par de Gaulle car il avait lui-même une certaine expérience et un savoir-faire. En 1987, il négocia secrètement avec Houphouët-Boigny le renversement et l'assassinat de Thomas Sankara, président du Burkina Faso, qui voulait prendre trop de distance avec la France. Mitterrand monta ses propres réseaux africains, à côté de ceux légués par de Gaulle et dirigés par Jacques Foccart. Son fils, Jean-Christophe Mitterrand, alias «*Papamadit*», dirigea les réseaux élyséens de la Françafrique de 1986 à 1992. En 1990, devant la situation de plus en plus complexe et fragile des dictatures mises en place par la France au moment de l'indépendance, Mitterrand appela les pouvoirs africains à se couvrir d'un vernis pluripartiste, lors du sommet franco-africain de La Baule.

Toute sa politique ainsi que ses revirements ne s'expliquent que par sa détermination à défendre les intérêts capitalistes de la France dans ses ex-colonies. Que Mitterrand, comme bien d'autres politiciens français, y ait acquis une idéologie raciste et coloniale est une certitude. En 1994, il se per-

mit même d'affirmer à propos du Rwanda : «*Dans ces pays-là, un génocide ce n'est pas trop important.*»

Mitterrand est coupable de l'attitude de la France au Rwanda car il en porte la responsabilité politique. Et il a sur les mains le sang de centaines de milliers de victimes. Mais le désigner, comme le fait le rapport, comme le seul coupable et y voir une conséquence de sa mentalité coloniale, c'est nier le plus important : les raisons fondamentales de cette politique. La France n'a pas été complice du génocide par idéologie raciste et meurtrière. Mais elle l'a été au fond parce que cela servait les intérêts impérialistes français. Qu'il s'agisse de défendre les profits issus directement de sa présence dans les anciennes colonies, sa domination sur le monde, ou les liens de soumission politique que l'État français impose aux gouvernements africains, la bourgeoisie exige des politiciens qu'ils soient prêts à tout pour défendre les intérêts des riches et des capitalistes.

La politique de la France en Afrique et dans le monde n'a été qu'une longue suite de massacres, de crimes et de barbarie. Sans remonter aux conquêtes coloniales, l'armée française a commis d'innombrables massacres dans la période coloniale : de Madagascar en 1947

à l'Algérie entre 1954 et 1962, en passant par le Cameroun durant les années 1960. Depuis les indépendances, sa politique est faite d'interventions militaires, de coups d'État, de massacres, de soutiens aux dictateurs, et au Rwanda elle est allée jusqu'à armer le bras des génocidaires. Le fait de n'avoir pas « voulu » le génocide en tant que tel, mais d'avoir seulement tout fait pour aider les génocidaires, ne rend pas le crime moins odieux. Et c'est cette complicité totale que le rapport veut cacher.

Pour aller au bout de l'infamie politique de ce rapport, il faut ajouter un mot sur les « *dérives institutionnelles* » qu'il pointe. Non seulement ces historiens disculpent la politique impérialiste française, mais ils veulent aussi innocenter l'État dans son ensemble. Après avoir fait passer les ministres de l'époque pour des aveugles naïfs, ils cherchent à accrédi-

ter l'idée qu'ils n'étaient pas au courant, puisqu'un certain nombre d'ordres passaient par des canaux non ministériels, non officiels. Comme si cela n'était pas le fonctionnement normal des gouvernements des différentes Républiques françaises et encore plus de la cinquième. Comme si, depuis de Gaulle, les réseaux opaques n'existaient pas et ne faisaient pas partie du fonctionnement habituel de l'État. Comme si les diamants offerts à Giscard par Bokassa, ancien dictateur de la Centrafrique, étaient passés par les institutions officielles. Comme si Balladur n'avait pas fait de même avec les frégates d'Arabie saoudite dans l'affaire Karachi, Sarkozy avec Kadhafi, etc. Ils veulent nous faire accroire que Pasqua, Sarkozy, Fillon et les autres se seraient laissés bernier parce qu'ils ne connaissaient pas ces mécanismes, eux qui ont si bien su les créer et s'en servir!

* * *

La politique de la France au Rwanda fut criminelle. Sa complicité dans le génocide est avérée. Le comprendre et en témoigner est la seule façon de rendre hommage aux victimes de ce drame épouvantable. En comprendre les mécanismes, les raisons profondes, les expliquer, est aussi la seule façon d'arrêter de regarder ailleurs quand on assassine dans le monde pour les profits des capitalistes.

Ceux qui ne veulent plus être les spectateurs impuissants des crimes que les grandes puissances commettent, et continueront à commettre, n'ont pas d'autre choix que de militer pour abattre un système économique dans lequel le profit justifie toutes les guerres, tous les massacres, et jusqu'aux génocides.

20 juin 2021

Les autres publications de Lutte ouvrière

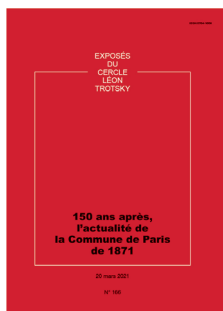
L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/ CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871

(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines

(n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme

(n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis : après des élections en temps de crise

(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie : révolte contre le système politique et aspirations sociales

(n° 161, 18 octobre 2019)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Toujours militante

Arlette Laguiller

13,50 €, e-book : 6,75 €



Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois

15 €, e-book : 7,50 €



Une industrialisation à pas de tortue France 1789-1914

de Alain Lecaie

Collection Éclairage n° 19

8,20 €, e-book : 4,10 €

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs

Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.

1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers

Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.

544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

AFRIQUE

Le pouvoir aux travailleurs mensuel trotskyste UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE

DAS ROTE TUCH BUND REVOLUTIONÄRER ARBEITER Internationalistische Kommunistische Vereinigung (trotskistisch)

Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE

Lutte ouvrière Arbeidersstrijd communiste trotskiste communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE

VOZ OBRERA Mensual trotskysta (Unión Comunista Internacionalista)

Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS

THE SPARK

Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net

Class Struggle Feb-Mar 2010 Issue No. 65 \$3.00

Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE

Proletaires de tous les pays, unissons-nous! Lutte ouvrière UNION COMMUNISTE (trotskyste) Le journal d'Ariette Laguiller

Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE

WORKERS' fight "The emancipation of the working class will only be achieved by the working class itself" (Karl Marx)

Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org

Class Struggle Oct-Dec 2009 n° 85 £1.50 - £2.20 - \$3.00

Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE

COMBAT OUVRIER Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI

LA VOIX DES TRAVAILLEURS Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R. Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (Union Communiste Internationaliste)

Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE

L'Internazionale PERIODICO COMUNISTA

Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE

Sınıf Mücadelesi Ayık gazetesi 05 Eylül 2009 Sayı: 135 Fiyatı: 1 YTL BÜTÜN ÜLKELERİN İŞÇİLERİ, BİRLEŞİN!

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net